

Platform for Agricultural Risk Management

Managing risks
to improve farmers'
livelihoods

Risk Assessment



Niger

**Atelier sur la gestion
des risques agricoles**

Présentations
Décembre 2015





PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

Platform
for Agricultural
Risk Management

Managing risks
to improve farmers'
livelihoods

**ATELIER SUR LA
GESTION DES RISQUES AGRICOLES
AU NIGER**

10 Décembre, 2015 | Niamey, Niger

**TOME II
PRÉSENTATIONS**

Table des matières

SESSION 1: OUVERTURE et INTRODUCTION

PRESENTATION 1

Présentation du processus PDDAA au Niger

Razac Boukary, Conseiller Technique, HC3N

PRESENTATION 2

Présentation de la plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM)

Jesús Antón, Directeur du programme, PARM

Présentation de l'atelier : Objectifs et résultats attendus

Massimo Giovanola, Spécialiste technique, PARM

SESSION 2: Risques agricoles au Niger

PRESENTATION 1

Définition de risques et priorisation selon l'approche holistique

Jesús Antón, Directeur du programme, PARM

PRESENTATION 2

Evaluation des risques agricoles au Niger (étude de la Banque Mondiale)

Amadou Ba, Économiste senior, Banque Mondiale

PRESENTATION 3

Risques climatique et agriculture dans le Sahel

Prof. S. ATTA, Mohamed Ly, AGRHYMET-CILSS

PRESENTATION 4

Vulnérabilité aux risques au Niger et dans le Sahel

Lawan TAHIROU, Analyste sécurité alimentaire et marchés, Programme Alimentaire Mondial

SESSION 3: Gaps ds outils de gestion des risques agricoles

PRESENTATION 1

Résultats de l'étude complémentaire PARM: accès aux marchés et services financiers

Jérôme Coste, Économiste Senior, IRAM

PRESENTATION 2

Accès aux marchés et commercialisation

Patrick DELMAS, Assistant Technique, Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger

SESSION 1 | Ouverture et Introduction



REPUBLIQUE FEDERALE DU NIGERIA
"Federal Republic of Nigeria"
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
HAUT COMMISSARIAT A L'INITIATIVE 3N



**PRISE EN COMPTE DE LA GESTION DES RISQUES AGRICOLES DANS LA
MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N
« LES NIGÉRIENS NOURRISSENT LES NIGÉRIENS »**

RAPPEL DU CONTEXTE

CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

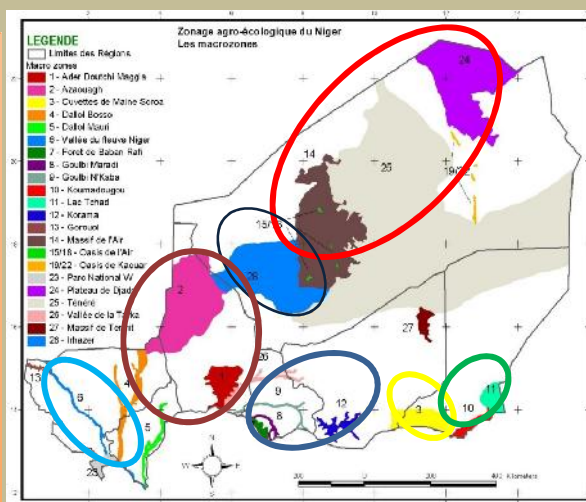
- **Un climat particulièrement austère (aridité)**
- **Persistance de nombreux facteurs de risque: sécheresses, inondations, maladies parasitaires et infectieuses du bétail, vents, ...**

Les territoires de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique au Niger

Présentation des territoires

On dénombre environ **28 zones agro-écologiques** réparties en 7 grands ensembles:

1. Les zones des oasis de l'Air, du Kawar et du Ténééré
2. La vallée de l'Irhazer
3. La zone des cuvettes
4. La vallée de la Komadougou et du Lac Tchad
5. La zone des Korama (sud Zinder) et des Goulbis (Maradi)
6. La zone des dallols
7. La vallée du fleuve Niger



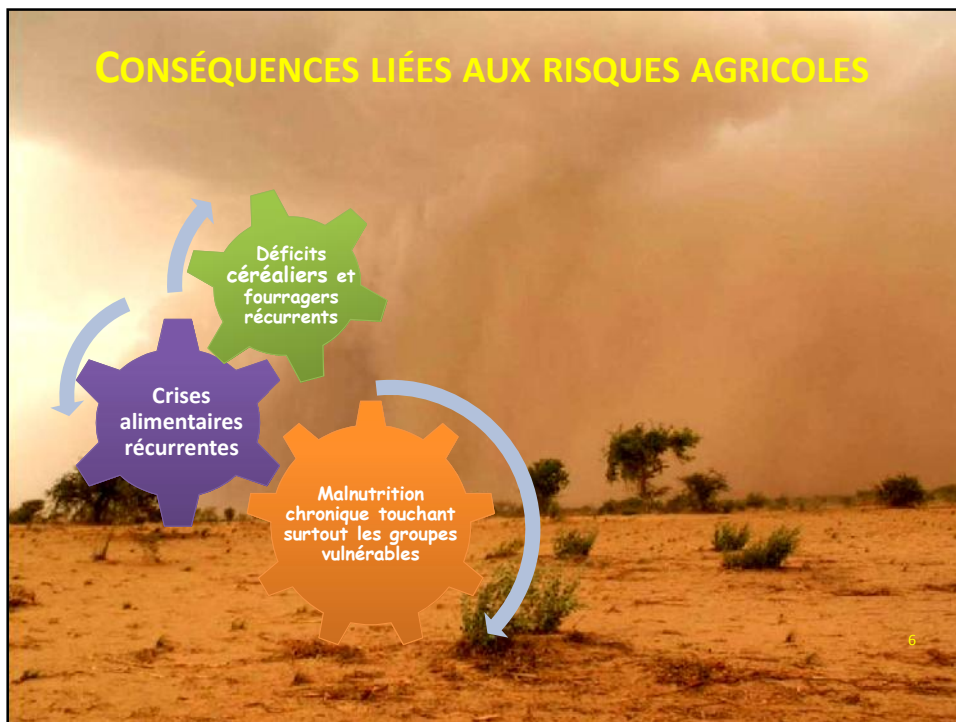
1.2. Analyse de la vulnérabilité de ces territoires aux changements climatiques

Territoire	Degré d'exposition aux CC	Degré de sensibilité aux impacts du CC	Capacité adaptative	Vulnérabilité résultante
Les zones des oasis de l'Air, du Kawar et du Ténééré	• Faible pluviométrie	- Zones à faible pluviométrie (+++);	Forte (+++)	Forte (+++)
	• Enclavement:	- Zone fortement enclavée (+++)		
	• Accès à l'eau	- Difficulté d'accès à l'eau (+++)		
	• Ressources naturelles	- Vieillesse des palmeraies		
	• Technicité	- Potentiel faunique en voie de disparition (++)		
	• Ensablement ;	- Faible encadrement des producteurs (+++)		
La vallée de l'irhazer	• Faible pluviométrie	- Très fort ensablement des sites de production (+++)	Moyenne (++)	Forte (+++)
	• Potentiel de production ;	- Faible pluviométrie (moins de 150 mm);		
	• Insécurité.	- Faible exploitation du potentiel pour l'agriculture et l'élevage ;		
	• Accès l'eau	- Présence de risque d'insécurité résiduelle		
La zone des cuvettes	• Faible pluviométrie	- Bonne accessibilité à l'eau souterraine	Moyenne (++)	Forte (+++)
	• Enclavement ;	- 250 à 300 mm de pluies par an (++)		
	• Ensablement accéléré ;	- Zone enclavée (++)		
	• Gestion des ressources naturelles;	- Très fort ensablement des sites de production (+++)		
	• Faible technicité :	- tendance à l'assèchement des cuvettes (++)		
		- pratique de la monoculture dans la plupart des cuvettes (++)		

1.2. Analyse de la vulnérabilité de ces territoires aux changements climatiques (suite)

Territoire	Degré d'exposition aux CC	Degré de sensibilité aux impacts du CC	Capacité adaptative	Vulnérabilité résultante
La vallée de la Komadougou et du Lac Tchad	Faible accessibilité à l'eau ;	Retrait des eaux du Lac du territoire nigérien (+++)	Moyenne (++)	Forte (+++)
	Faible technicité ;	réduction du régime des eaux de la Komadougou (++)		
La zone des Korama et des Goulbis	Gestion des ressources naturelles;	pratique de la monoculture du poivron (++)	Moyenne (++)	Forte (+++)
	Gestion des ressources naturelles	dégradation des écosystèmes de la zone (+++)		
		Envahissement des écosystèmes par des plantes nuisibles (+++)		
	Difficulté d'accès à l'eau	surexploitation (forte densité de population et du bétail) (+++)		
	Faible encadrement des producteurs	Dégradation des écosystèmes (++)		
Conditions difficiles pour les femmes et les enfants	apparition des auréoles de désertification (++)			
La zone des dallois	Gestion des ressources naturelles	morcellement des terres de culture (++)	Moyenne (++)	Forte (+++)
	Insécurité.	Réduction des écoulements à cause d'une multitude de retenues construites du côté du Nigéria (++)		
La vallée du fleuve Niger	Inondations	Accès difficile aux intrants de production (++)	Moyenne (++)	Moyenne (++)
	Faible encadrement des producteurs	Taux élevé de malnutrition infantile (++)		
La vallée du fleuve Niger	Faible encadrement des producteurs	Fortes pressions humaines ;	Moyenne (++)	Moyenne (++)
		Morcellement des terres ;		
La vallée du fleuve Niger	Faible encadrement des producteurs	Salinisation des terres agricoles et pâturages	Moyenne (++)	Moyenne (++)
		Conflicts agriculteurs/éleveurs		
La vallée du fleuve Niger	Faible encadrement des producteurs	Zone des grands écoulements provoquant des inondations et toutes les formes d'érosion ;	Moyenne (++)	Moyenne (++)
		Sous-exploitation des aménagements hydro-agricoles		
La vallée du fleuve Niger	Faible encadrement des producteurs	Disfonctionnement des coopératives agricoles	Moyenne (++)	Moyenne (++)

CONSÉQUENCES LIÉES AUX RISQUES AGRICOLES

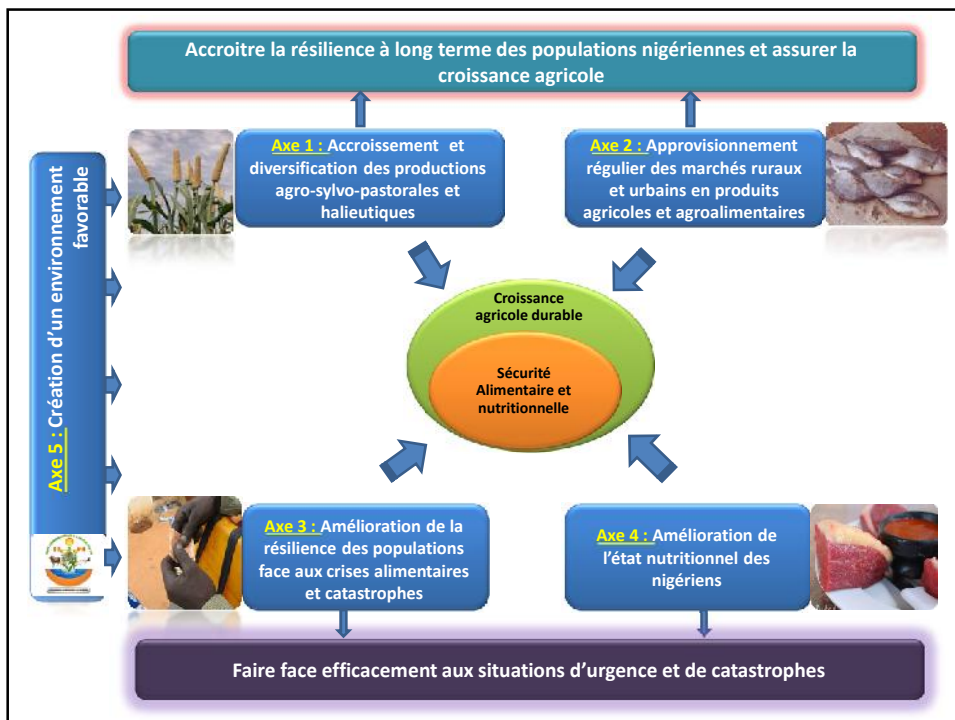


Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

- ◆ Même pendant les années excédentaires, environ une personne sur cinq n'arrive pas à manger correctement;
- ◆ Régime alimentaire déséquilibré basé essentiellement sur les céréales (mil, sorgho, maïs, fonio, blé) qui participent pour 60% à la couverture des besoins nutritionnels;
- ◆ 4 enfants sur 10 sont dans une situation de sous nutrition chronique et 1 sur 10, dans une situation de sous-nutrition aigue;
- ◆ 26% de femmes enceintes et femmes allaitantes souffrent de MAG;
- ◆ Forte mortalité infanto-juvénile et maternelle (648/100 000).
- ◆ Difficultés d'accès à l'eau potable, insuffisance d'hygiène et d'assainissement



L'initiative 3N: une volonté politique affichée pour faire de sorte que « *La sécheresse ne soit plus synonyme de famine au Niger* »



Recherche de synergie et la mise en cohérence des différentes initiatives d'adaptation aux risques climatiques existant à la fois au niveau national et régional

L'initiative 3N est une stratégie à dimensions multiples : alimentaire, écologique, énergétique et industrielle. Elle s'inscrit dans le cadre d'un développement agricole durable qui s'entend comme étant le développement des productions végétales, animales, forestières, fauniques et halieutiques.

- L'I3N est partie intégrante du Plan de développement économique et social (PDES) 2012-2015. Elle constitue une composante majeure du Programme pour la Renaissance du Niger. Elle se situe dans la perspective de la SDDCI en cours d'élaboration.

L'I3N s'inscrit dans le processus de mise en œuvre du PDDAA, de l'ECOWAP et du PAU. L'I3N permettra au Niger d'accélérer l'atteinte des Objectifs du millénaire, notamment l'OMD1 (atteint) et l'OMD7.

9

mieux prendre en compte la dimension « changement climatique » dans l'initiative 3N à travers une meilleure maîtrise des facteurs de risques

Étude HC3N/BM portant sur « l'Évaluation des risques du secteur agricole » en janvier 2013. Suite à cette étude, un « Plan d'action pour la gestion des risques agricoles au Niger (PAGRA) 2014-2023 »

Etude complémentaire : HC3N en partenariat avec le PARM/FIDA et le NEPAD qui traite des outils de gestion des risques agricoles notamment l'accès aux marchés et aux services financiers



Pourquoi rechercher la synergie et la mise en cohérence des différentes initiatives d'adaptation aux risques climatiques

- Mieux coordonner les interventions dans le cadre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ne pas évoluer en silo)
- Doter les intervenants dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'un cadre de référence unique
- Faire le lien entre les actions de développement menées sur le moyen et le long termes et les interventions d'urgence initiées sur le cours terme
- Faire de la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle une priorité nationale et trouver une réponse globale et durable



- S'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle .
- S'attaquer aux causes sous jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle .
- Créer un environnement favorable à la réalisation d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable

Leçons tirées : Elaboration du Plan d'investissement 2016-2020

Les orientations pour la phase 2016-2020 de la mise en œuvre de l'Initiative 3N

- 3.1. Maîtrise de l'eau pour les productions agro sylvo pastorales et halieutiques**
- 3.2. Promotion des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques et les chaînes de valeur**
- 3.3. Sauvegarde de l'environnement et réhabilitation de la base productive**
- 3.4. Prévention et gestion de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle**

Amélioration de la Résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, aux crises et aux catastrophes

Amélioration de l'état nutritionnel des Nigériens

- 3.5. Création d'un environnement favorable à la mise en œuvre de l'13N**



OBJECTIFS et RESULTATS ATTENDUS



Premesse

- L'analyse des risques agricoles menée par la Banque Mondiale
- Le PAGRA
- La mission conjointe PARM-NEPAD 2014 visant à présenter le processus PARM et à identifier les analyses complémentaires à celle de la BM et du Gouv. en appui au PAGRA
- Les résultats de l'étude complémentaire menée par PARM en GRA sur la microfinance-accès aux services financiers, et sur l'accès aux marchés



OBJECTIFS et RESULTATS ATTENDUS (suite)



- Définir le significat de risque agricole selon l'approche holistique proposé par PARM-NEPAD
- Présenter les résultats des études d'évaluation des risques agricoles aux Niger
- Présenter l'étude complémentaire à celui de la BM en GRA menée par PARM-IRAM
- Prioriser les outils avec un impact direct sur les conditions de vie de producteurs agricoles du Niger
- Fournir des recommandations sur les études additionnelles à mener pour une meilleure gestion des risques agricoles déjà identifiés



RESULTATS ATTENDUS



- Une meilleure compréhension du significat de risque dans le secteur agricole
- La consolidation des analyses en GRA menées par différents partenaires du HC3N (BM, PARM...)
- Pré-identification des outils capables de contribuer à une meilleure gestion des risques agricoles au Niger, en particulier dans le domaine de la microfinance et l'accès aux marchés.



CONTENU DE L'ATELIER



SESSION 1. Ouverture et Introduction

- Mot d'ouverture (HC3N)
- Introduction (PARM)
- Presentations (NEPAD, HC3N)

SESSION 2. Les Risques Agricoles au Niger

- Définition des risques et priorisation selon l'approche holistique (PARM)
- Evaluation des risques au Niger (BM)
- Présentation études/analyses du secteur agricoles au Niger/Sahel (AGRHYMET)
- Vulnérabilité aux risques agricoles au Niger (PARM)

SESSION 3. Gaps des outils de gestion des risques agricoles

- Résumé des actions en cours en réponse aux risques agricoles (PAGRA)
- Identification des gaps des actions/outils en appui au PAGRA (IRAM)
- Actions/outils services financiers pour les petits producteurs - accès aux marchés et commercialisation

SESSION 4: Conclusion


- Principales conclusions de la journée/atelier
- Mot de clôture de l'atelier



MERCI



SESSION 2 | Risques agricoles au Niger




ARM | Approche holistique à la gestion du risque agricole

Jesús Antón
Plateforme pour la gestion du risque agricole **PARM** / IFAD

Niamey, 10 Décembre 2015

ÉNONCÉ

<p>1</p> <p>Logique & objectifs ARM</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Rôle de l'ARM et ses objectifs ● Rôle du changement climatique 	<p>2</p> <p>Pourquoi une approche Holistique ARM ?</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Linéaire vs. approche holistique ● Evaluation du risque : Modélisation du risque et outils 	<p>3</p> <p>Approche (P)ARM & Défis stratégiques</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'approche PARM et stratégie ● Défis et opportunités
--	---	---



1

LOGIQUE ET OBJECTIFS GRA

La logique ARM

- **Le risque est crucial en Agriculture**
 - Les dividendes dépendent fortement des prix et du climat dans le contexte du changement climatique
- **Les exploitants ont besoin de gérer le risque**
 - Bien-être de leur foyer & compétitivité de leurs fermes
 - Utilisation des opportunités d'investissement & accès au crédit
- **Les pays ont besoin de gérer les risques agricoles**
 - Les risques peuvent mettre en périls la sécurité alimentaire
 - Les risques peuvent détruire l'investissement dans la chaîne agro-alimentaire
- **Gestion du risque ≠ Juste réduire les risques!**
 - GRA est une manière de penser et de faire du business



1

LOGIQUE ET OBJECTIFS GRA

Risques : dommage ou opportunité ?

DEGATS/PERTES

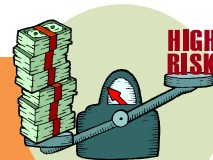
1 2

Les récoltes ou le bétail peuvent être perdus, les prix peuvent chuter, le bétail en danger

Le risque a deux visages

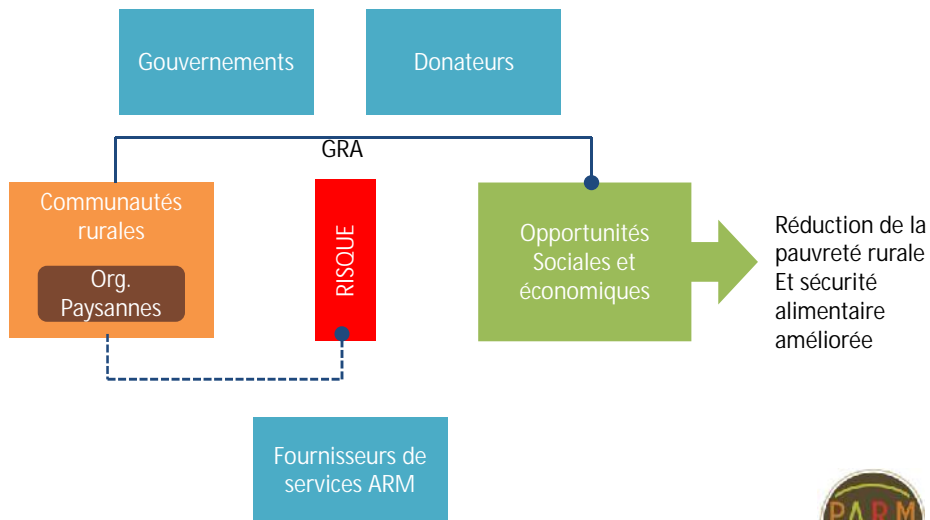
OPPORTUNITÉ

Un risque et des dividendes élevés en tant que moteurs d'un bon entrepreneuriat et innovation



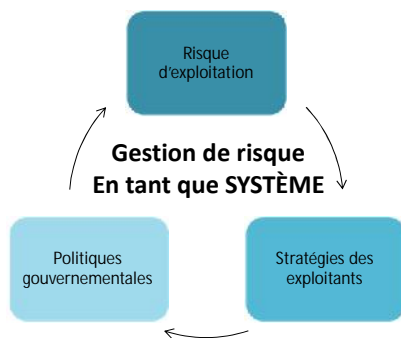
1

LOGIQUE ET OBJECTIFS GRA Le rôle de la GRA



2

POURQUOI UNE APPROCHE HOLISTIQUE GRA Interaction de l'approche holistique








Une **approche holistique** signifie que l'accent est mis sur :

- Le ferme / revenu du foyer agricole
- Toute source de risque et corrélation
- L'arsenal réglementaire et les stratégies







2 POURQUOI UNE APPROCHE HOLISTIQUE GRA
Risk Assessment | Characteristics of Risks


	Risque ≠ Incertitude	<ul style="list-style-type: none"> • Risque (systématique) vs défaillance cognitive • Information asymétrique?
	Corrélation	<ul style="list-style-type: none"> • Prix / yield correlations and P/P, Y / Y • Supply / demand price risk
	Idiosyncratique / Systémique	<ul style="list-style-type: none"> • Le risque idiosyncratique et le risque systémique corrélé sont difficiles à mutualiser
	Risque Catastrophique	<ul style="list-style-type: none"> • Fréquence basse, pertes élevées • Vulnérabilité, capacité à faire face



2 POURQUOI UNE APPROCHE HOLISTIQUE GRA
Evaluation du risque | Instruments et stratégies

	 Ferme/foyer	 Marché	 Communauté/Informel	 Gouvernement
EX ANTE				
Réduction du risque	<ul style="list-style-type: none"> • Eviter les risques • Taille du foyer • Diversification des revenus • Risque faible, dividende faible systèmes de cultures • Production techniques • Agriculture intelligente 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation à la gestion du risque 	<ul style="list-style-type: none"> • Partage de la récolte 	<ul style="list-style-type: none"> • Politique macro-économique • Prévention du désastre • Prévention des maladies animales
Atténuation Du risque	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification de production • Epargnes sous forme de liquidités d'actifs (récoltes) et stock tampons • Diversification de culture • Inter-culture • Diversification de parcelle • Emprunt aux voisins/famille • Charité intra-culture 	<ul style="list-style-type: none"> • Futurs et options • Assurance • Intégration verticale • Production/marketing Contrats • Ventes dispersées • Investissement financier diversifié • Travail hors-ferme • Système de reçu d'entrepôt 	<ul style="list-style-type: none"> • Propriété commune • Gestion de ressource • Réciprocité sociale • Mise en commun du risque informelle • Epargnes rotatives/crédit 	<ul style="list-style-type: none"> • Système fiscal d'étalement des revenus • Programmes anticycliques • Frontière et autres mesures en cas d'épidémie de maladies contagieuses
EX POST				
Adaptation au risque	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité des actifs • Réallocation du travail • Consommation réduite • Emprunt à la famille • Migration 	<ul style="list-style-type: none"> • Vente d'actifs financiers • Epargne/emprunts aux banques & MFI • Métayage 	<ul style="list-style-type: none"> • Vente d'actifs • Transferts des réseaux d'aides mutualisés 	<ul style="list-style-type: none"> • Aide humanitaire • Social Assistance • Transfert de cash • Aide alimentaire • Autres agricultures • Programmes d'aide

Source: OECD (2011)



2

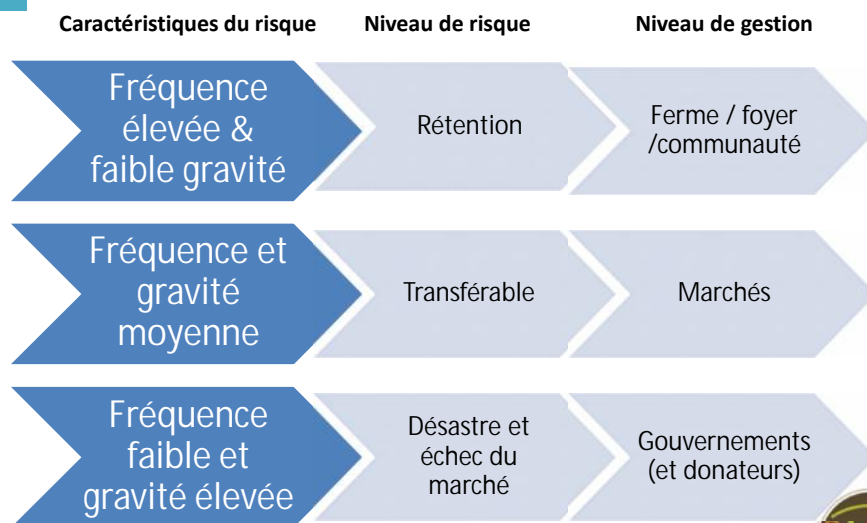
POURQUOI UNE APPROCHE HOLISTIQUE GRA
RISQUES AGRICOLES

- c Le risque est souvent défini comme une combinaison d'une probabilité de la survenance d'un évènement dangereux et la gravité des blessures et des dommages causés.
- c Les risques agricoles sont de ceux qui affectent le plus significativement la production agricole, avec des implications directes sur la vie du foyer agricole et sur l'économie locale ou nationale ainsi que sur la sécurité alimentaire.
- c La survenance d'un évènement à risque est dans la plupart des cas le résultat d'une contrainte sous-jacente. La présence d'un risque constitue bien souvent une contrainte, ou en aggrave une existante.



2

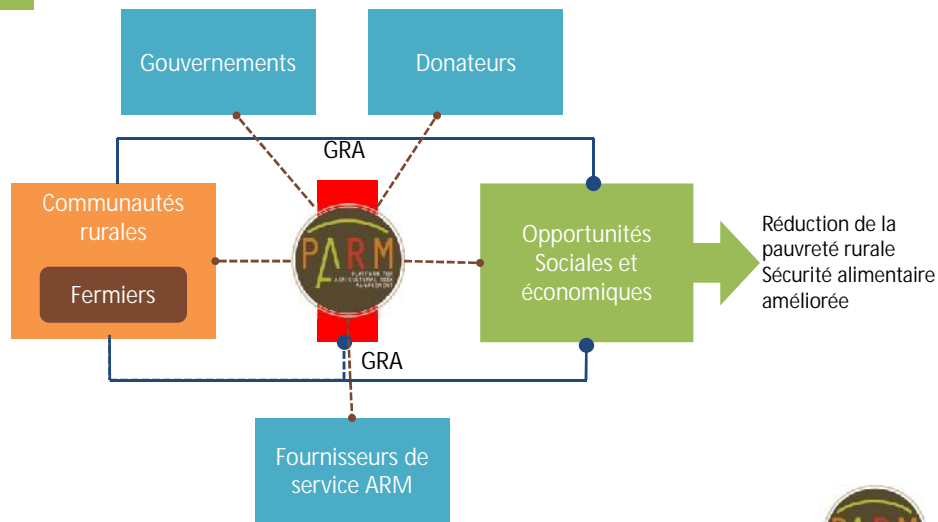
POURQUOI UNE APPROCHE HOLISTIQUE GRA
LAYERS OR RISK AND LEVELS OF MANAGEMENT



3

APPROCHE (P)ARM ET DÉFIS STRATÉGIQUES

Le besoin d'un animateur neutre



3

APPROCHE (P)ARM ET DÉFIS STRATÉGIQUES

Approach (P)ARM

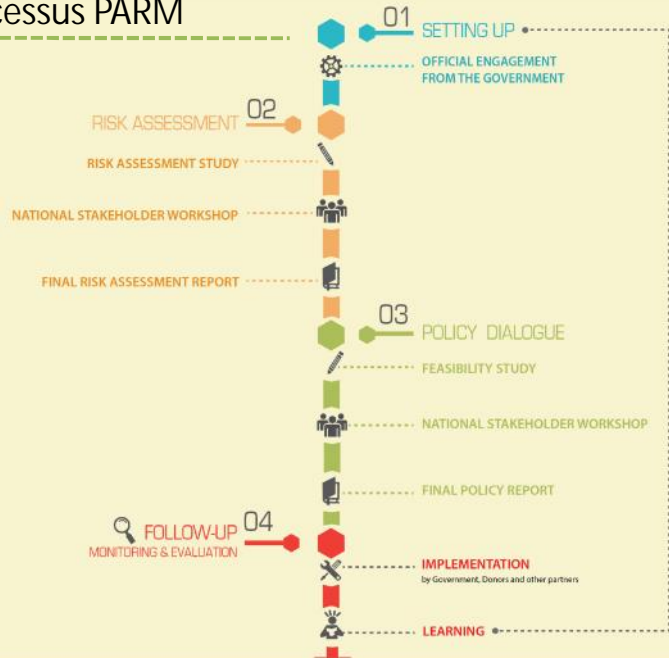
- Construire à partir d'initiatives existantes dans le pays
 - Travailler avec les gouvernements. NEPAD /CAADP
 - Engager les intervenants dans un processus d'approche holistique
 - AU, Banque Mondiale et FARM-D, IFC, IFAD, FAO, WFP
 - Donneurs Régionaux et bilatéraux et fournisseurs de services et secteur privé
- Approche holistique
 - Vue détaillée des risques, Outils et stratégies
 - Superposition des risques : définir les strates de risque et niveaux de responsabilité
- Axée sur la demande
 - Dimensionné aux besoins locaux
 - Éviter l'éviction des stratégies locales
- Promouvoir un ensemble d'outils diversifiés
 - Diversification, innovations techniques
 - Métagage, votes informels, Crédits d'épargnes rotatifs
 - Assurance, contrats, futurs
 - Politiques : réserves d'urgence, aide humanitaire, social
- Enrichir les systèmes d'information et de capacité GRA



3

APPROCHE (P)ARM ET DÉFIS STRATÉGIQUES

Processus PARM



3

APPROCHE (P)ARM ET DÉFIS STRATÉGIQUES

Où Opère l'ARM?



PARM se concentre actuellement sur l'Afrique sub-Saharienne mais pourrait à l'avenir Étendre sa couverture géographique aux autres régions.

- Le critère de sélection principal est :
- **Engagement** du gouvernement à la gestion du risque agricole (ARM) et au status de mise en œuvre du programme de développement de l'agriculture en Afrique (CAADP)
 - Diversité des zones agro-climatiques, des zones linguistiques et des catégories sociaux-économiques.

Les pays actuellement sélectionnés sont : Le Cap Vert, Le Cameroun, L'Éthiopie, Le Libéria, Le Mozambique, Le Niger, Le Sénégal, La Gambie et l'Ouganda.

Défis et Opportunités



Évaluation du risque

- Caractéristiques de la production et risque de marché (taille, corrélation, saisonnalité...)
- Stratégies de gestion du risque disponible au niveau des exploitations individuelles et communautaires
- Superposition du risque



Définir et construire un système de gestion de risque System avec vues partagées

- Choix politiques
- Instruments de marché
- Fermes / autonomisation des foyers : capacité et responsabilité



MERCI



Niger – Risques agricoles

De la réaction à court terme face aux crises vers une gestion des risques à long terme

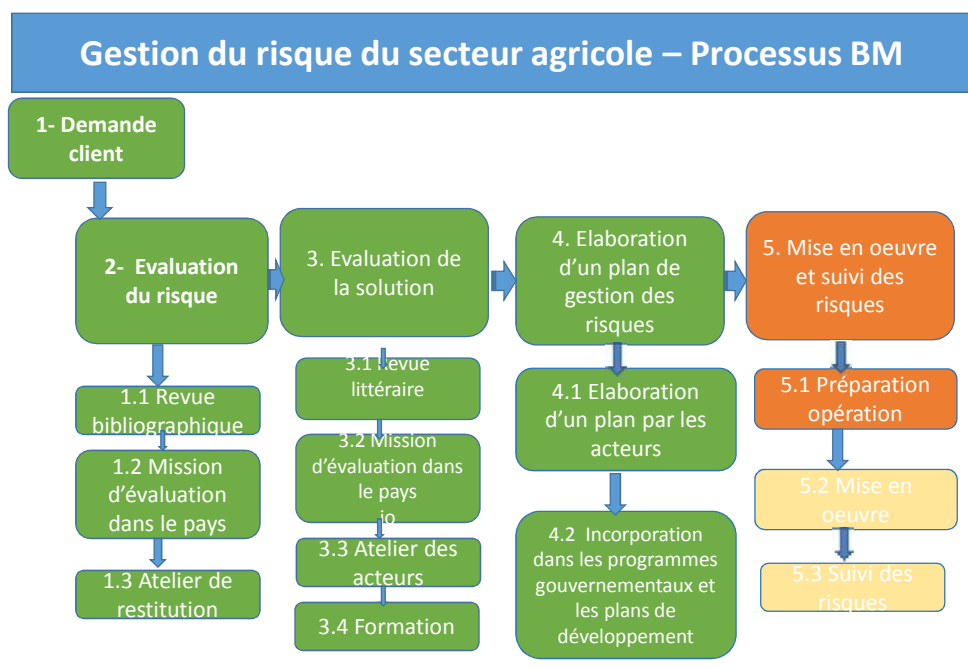


Plan de présentation

1. Démarche HC3N – BM de prise en compte de la gestion des risques agricoles dans l'i3N
2. Résultats de l'évaluation et Appui à la planification à long terme de la gestion des risques agricoles au Niger: le PAGRA
3. Aperçu sur le Projet d'appui à l'agriculture moins sensible aux risques climatiques (PASEC)



Démarche en matière de Gestion des Risques Agricoles



Principes de la démarche

1. Passer de la réponse à l'urgence ou de réaction à court terme aux crises **vers une gestion des risques à long terme**
2. Mettre l'accent sur **les problèmes sous-jacents** et non les symptômes
3. Prévoir des **investissements financiers substantiels, soutenus et structurants**
4. **Canaliser les investissements disparates et les interventions isolées** sur le problème de base
5. Avoir **une approche systémique** plutôt qu'une démarche centrée sur un instrument
6. Au lieu d'un « nouveau » cadre de mise en œuvre: **intégrer le cadre de développement existant**.



Résultats de l'évaluation BM-HC3N sur les risques agricoles au Niger

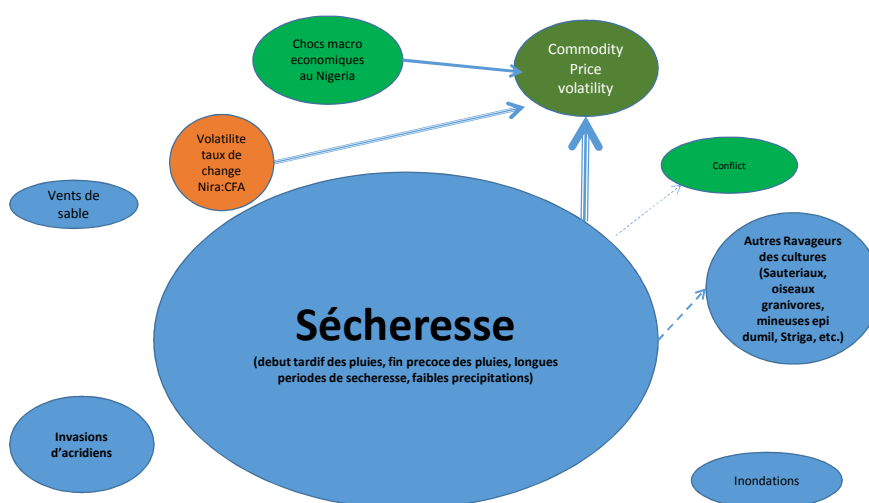


Risques agricoles au Niger

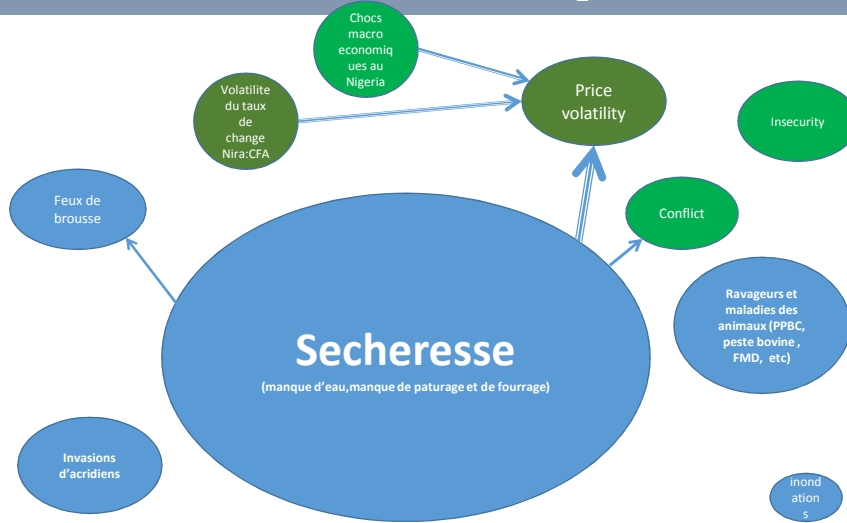
Production	Risques liés aux prix (2)	Risques liés à l'environnement (4)
Sécheresse	Volatilité des prix	Instabilité politique (risque réglementaire)
Acridiens	Taux de change	Conflit
Maladies du bétail		Insécurité
Ravageurs (insectes, maladies) des cultures		Chocs macro-économiques (Nigeria)
Inondations		
Vents de sable et feux de brousse		



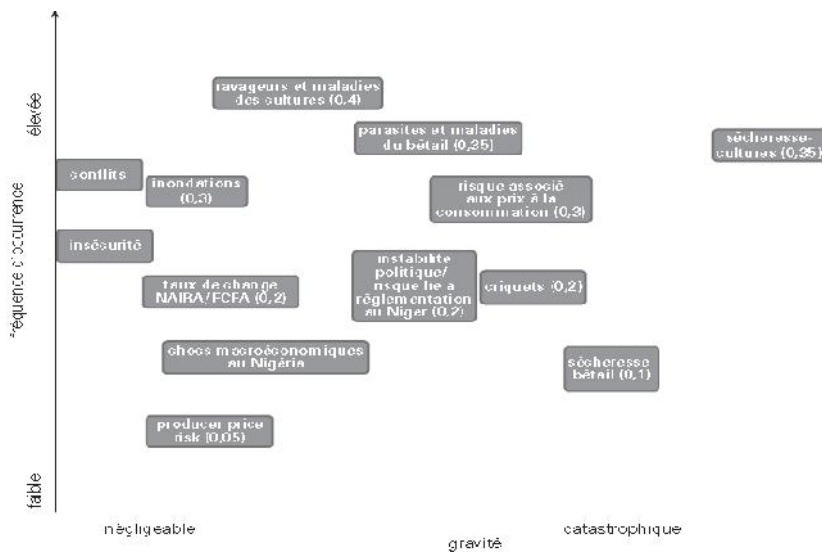
Aléas liés aux cultures pluviales



Aléas au sous-secteur pastoral

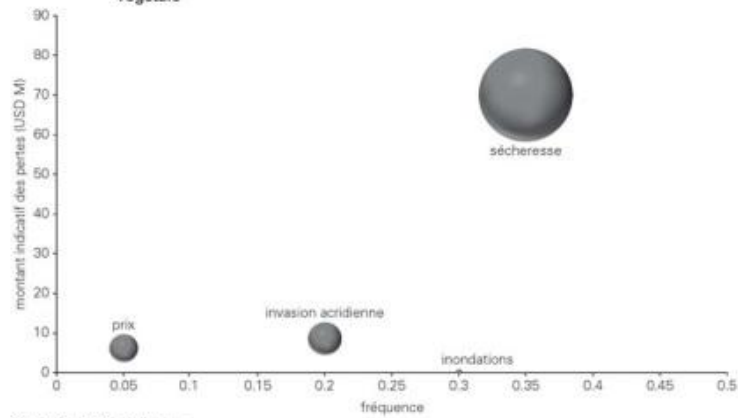


Hierarchisation des risques



Pertes estimées de production végétale selon les risques

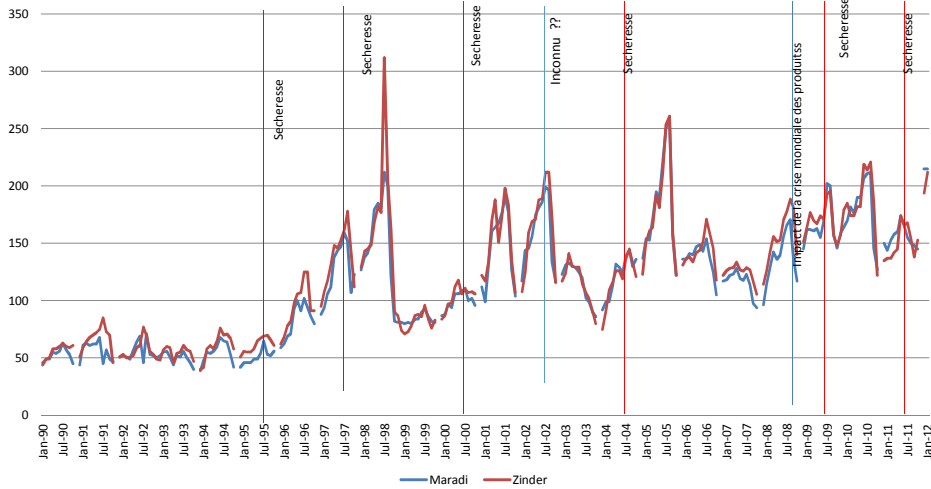
FIGURE E.3: Pertes moyennes estimées en cas d'occurrence des risques affectant la production végétale



Source: Des calculs de l'auteur.

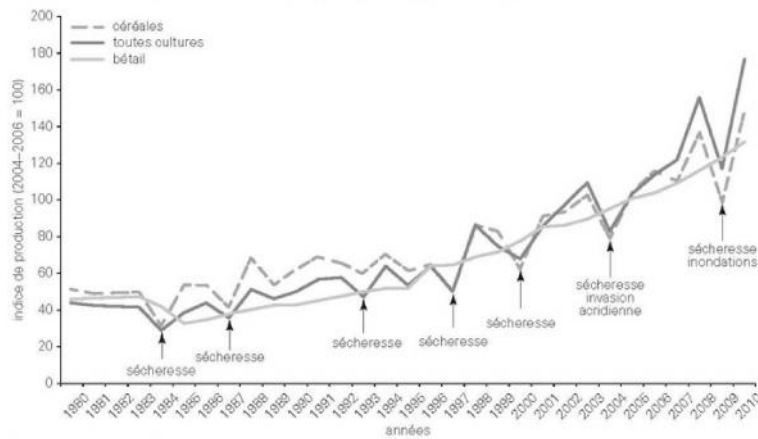
Volatilité des prix des produits et sécheresses

Prix au détail du mil (CFA/KG)



Chocs affectant les productions végétale & animale

FIGURE E.2: Principaux chocs affectant la production végétale et animale

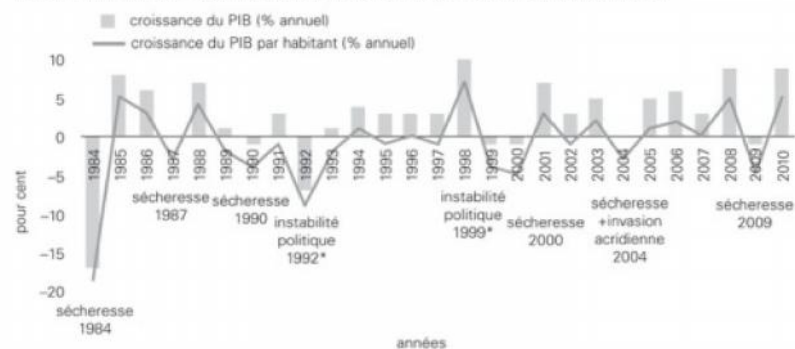


Source: Des calculs de l'auteur.



Risques agricoles et croissance annuelle du PIB (%) (1984–2010)

FIGURE E.1: Croissance annuelle du PIB (%) et PIB par habitant (%) (1984–2010)



Sources: World Development Indicators Database, 2012 ; et des calculs de l'auteur.

* 1992 instabilité politique (gouvernement de transition Novembre 1991–Avril 1993)¹ et 1999 instabilité politique (assassinat du président Ibrahim Baré Maïnassara).²



Appui à la planification à long terme de la gestion des risques agricoles au Niger: le PAGRA



Catégories de mesures de gestion des risques

- **Mitigation** (prévention - résistance) - avant
 - Réduire la probabilité de l'événement (Atténuation)
 - Se préparer à absorber le choc
 - Réduire la portée du risque

- **Transfert**
 - Compensation de l'acteur (Transfert-Gestion)

- **Adaptation**
 - Réduire les pertes et les conséquences
 - Réhabiliter les capacités productives



Mesures de gestion des risques agricoles retenues

1. Utilisation de variétés à haut rendement résistantes à la sécheresse
2. Application de techniques de CES/DRS et de gestion des ressources naturelles
3. Extension des surfaces sous irrigation
4. Lutte préventive contre les criquets pèlerins
5. Généralisation au niveau communautaire des banques céréalières et de boutiques d'aliments de bétail pour faciliter l'accessibilité et la stabilité des prix
6. Contrôle des épizooties par la vaccination et le déparasitage des animaux
7. Renforcement des capacités institutionnelles en matière de prévention et de gestion des risques.



Composantes du PAGRA

- **Composante 1:** Capacité des systèmes d'exploitation agricoles et pastoraux à faire face aux risques agricoles
- **Composante 2:** Anticipation, adaptation et réponse en situation d'urgence des communautés, de l'Etat et des Collectivités
- **Composante 3:** Animation et coordination en matière de GRA



Aperçu sur le Projet d'Appui à l'Agriculture moins Sensible aux risques Climatiques (PASEC)



Pauvreté, Faim, Climat et AIC

Défi et Réponse

1 **QUEL EST LE DÉFI ?**

Mettre en place/Renforcer des systèmes de production qui satisfont à la demande alimentaire croissante tout en restant rentables et viables dans un contexte de changement climatique.

2 **QU'EST CE QUE CELA IMPLIQUE ?**

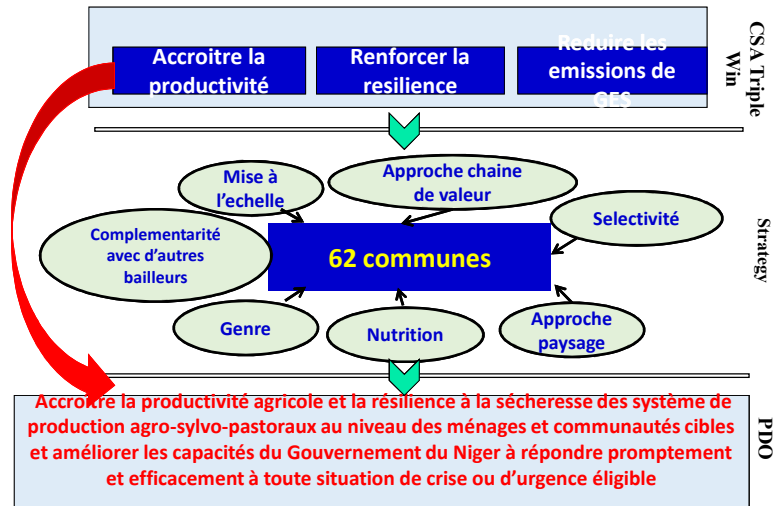
1. *Accroître durablement la productivité*
2. *Améliorer la résilience des producteurs et des chaînes de valeur*
3. *Réduire les émissions*

3 **Est ce que c'est faisable?**

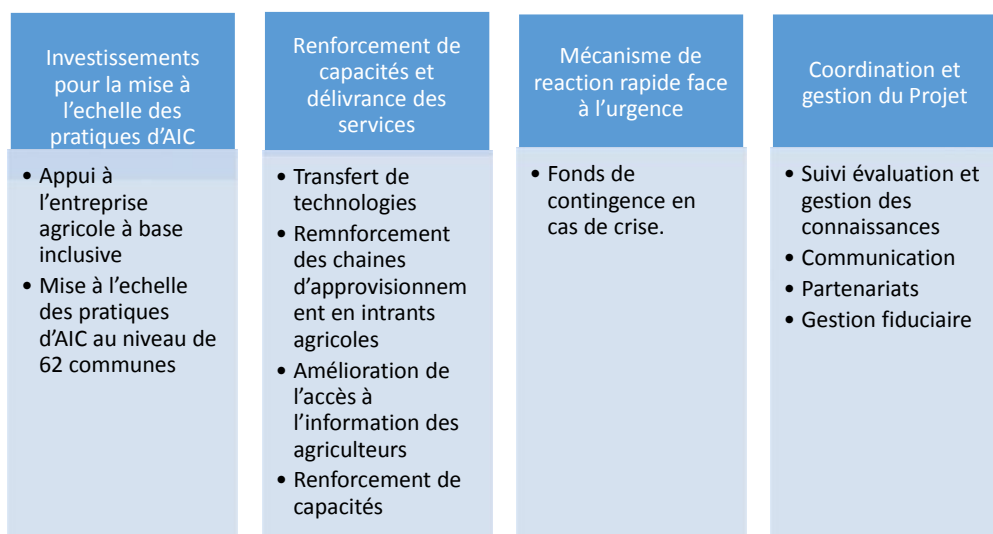
*Oui mis il y'a un besoin d'établir un lien avec les besoins des **agriculteurs et des acteurs des chaînes de valeur***

$$\text{AIC} = \text{AGRICULTURE DURABLE} + \text{RESILIENCE} - \text{EMISSIONS}$$

Niger – Aperçu sur le Projet



Composantes du PASEC





Merci de votre attention



Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.dj

Risques Climatiques et agriculture dans le Sahel

Dr Mouhamed LY, Climatologue
Centre Régional AGRHYMET
E-mail: ly.mohamed@yahoo.fr
M.Ly@agrhyment.ne



Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.dj

Plan de la présentation

- ♣ Risques climatiques au Sahel
- ♣ Quantification des risques et impacts sur l'agriculture et les agriculteurs
- ♣ Quelques exemples sur le Niger
- ♣ Priorités et outils

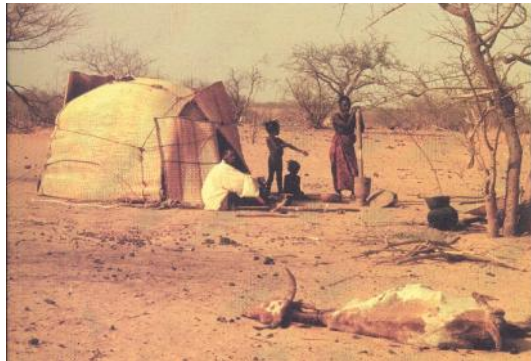




Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.ci

Débuts des années 1970s et 1980s : Perte massive de cheptel et déplacements humains



Quels types de risques ?

- Changements dans la fréquence des événements extrêmes
- Fluctuation de la production alimentaire pluviale (baisse des rendements agricoles)
- Volatilité des prix des marchés
- Contexte socio-politique

Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.ci



Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.dj

Evolution du climat : tendances observées

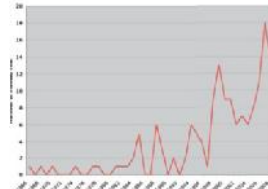
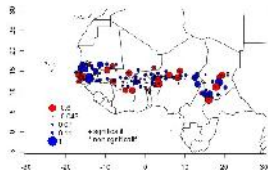


Figure : Evolution of the number of floods in West Africa from 1966 to 2008, source IFRC (2008)

Une recrudescence de fortes pluies et des inondations en plusieurs endroits sans cohérence spatiale

Ainsi, de moins de 2 évènements par an pendant la période de référence, le nombre d'inondations est devenu de plus en plus fréquent et a atteint en moyenne 8, voire 12 par an dans l'ensemble de la sous-région

Les inondations cause d'importants dégâts (destruction des infrastructures, pertes des récoltes, érosion et dégradation des terres



Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.dj

Evolution du climat : tendances observées

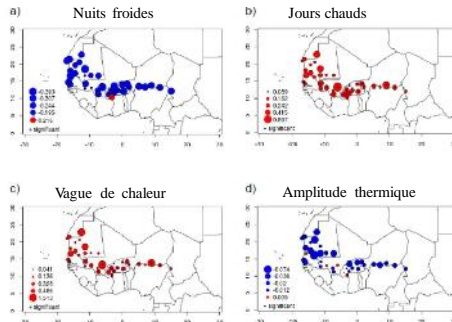


Figure: Trends a) cold nights (Tn10p), b) warm days, c) heat waves (WSDI), d) temperature range (DTR) from 1960 to 2010

Une augmentation significative des **jours chauds** et des **vagues de chaleur** qui peuvent être dommageables aux systèmes agro-sylvo-pastoraux

Evolution du climat : Tendances agro-climatiques

La planification agricoles devient de plus en plus difficile dans le contexte actuel des changements observés sur le régime pluviométrique

- Retard d'installation de la saison: risques de re-semis.
- Fin de saison précoce: adaption variétale, ajustement des calendriers culturaux
- Une persistance des séquences sèches: stress hydrique

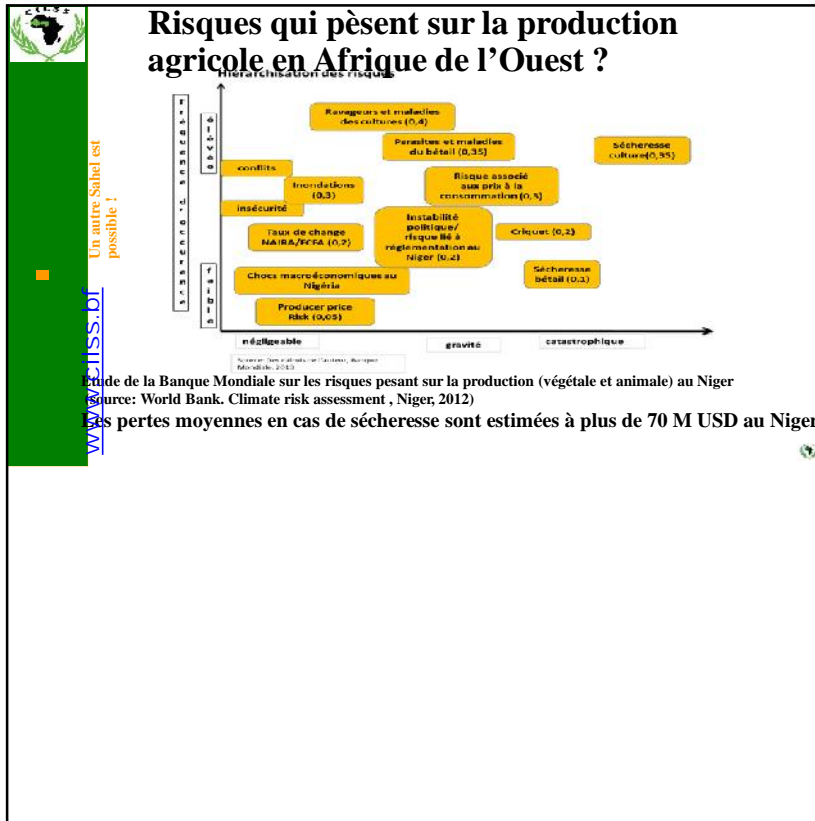
Un autre Sahel est possible !
www.CIPISS.DJ

Evolutions futures du climat en Afrique de l'Ouest

Air temperature (°C) in JJAS and rainfall variation (%) in JJAS in 2040-2069, relative to 1981-2010 simulated from 29 climate global model and RCP8.5 scenario (source, Agrhymet, 2015)

- Augmentation des températures autour de 2° C en 2050 en Afrique de l'Ouest sahélienne (scénario pessimiste RCP 8.5)
- Selon 29 modèles climatiques : tendance à la hausse des pluies dans le Sahel Est et à la baisse dans le Sahel Ouest
- Evénements extrêmes : vagues de chaleur, inondations il est très probable (90%) qu'il soient plus intenses et plus fréquents, pour la sécheresse (il est probable 66 %) (GIEC, 2013) d'ici la fin du siècle.

Un autre Sahel est possible !
www.CIPISS.DJ



Étude de la Banque Mondiale sur les risques pesant sur la production (végétale et animale) au Niger
 Source: World Bank, Climate risk assessment, Niger, 2012
 Les pertes moyennes en cas de sécheresse sont estimées à plus de 70 M USD au Niger

Risques qui pèsent sur la production agricole en Afrique de l'Ouest ?

Le changement climatique et la GDT en Afrique de l'Ouest

- Désertification, dégradation des terres et CC sont intimement liés en Afrique de l'Ouest

La dégradation des terres est à la fois due aux activités humaines (déforestation, surpâturage, disparition de la jachère) et au CC (descente de 150 km vers le Sud des isohyètes, phénomènes érosifs violents, remontée de la lame d'eau salée sur les côtes)

- En Afrique, on estime que 65 % des 187 millions d'ha de terres arables sont affectés (African Fertilizer Summit)

Un autre Sahel est possible !
www.CIIS.S.DI



Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.org

Risques qui pèsent sur la production agricole en Afrique de l'Ouest ?

Terres dégradées



Terres encroutées au Nord Burkina



Érosion dans un parc agroforestier au Niger



Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.org

Risques qui pèsent sur la production agricole en Afrique de l'Ouest ?

Terres dégradées



Terres salées au Sénégal



Glacis progressant vers une zone de culture du mil au Niger





Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.dj

Risques qui pèsent sur la production agricole en Afrique de l'Ouest ?

Evolution des états de surface

- Dégradation des terres
- Déforestation, perte de biodiversité
- Dégradation des pâturages
- Baisse du niveau des eaux de surface et souterraine



Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.dj

Stratégies en prévention des aléas climatiques : pratiques d'agriculture intelligente face au climat



Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.dj

Pratiques d'agriculture intelligente

Capitalisation des études et programmes d'investissement en GDT : « Etudes « Sahel »

- Impacts sur le changement climatique (actions sur température du sol, vents, réserves en eau, résilience des systèmes de production au CC...)
- Capitalisation sur le rapport coût bénéfices des investissements en GDT
- Impacts sur la sécurité alimentaire: hausse de rendements (grain et paille)
- Impacts socio-économiques (nouvelles filières, AGR)



Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.dj

Pratiques d'agriculture intelligente

Impact des techniques de GDT sur les rendements sur le Plateau Central du Burkina Faso en 2007 année ayant connu des séquences sèches importantes (Etude Sahel Burkina Faso, 2008)

Technologie	Rendement grain	Rendement paille	Production agricole
Cordons seuls	+39%	+21%	De 200 à 800 kg en plus à l'hectare.
Cordons + zai	+118%	+56%	De 200 à 800 kg en plus à l'hectare.
Demi-lunes	+112%	+49%	Au moins 800 kg de plus à l'hectare
Zai	+69%	+50%	plus de 300 kg de céréales par ha.



Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.dj

Pratiques d'agriculture intelligente

Pratiques de GDT: régénération naturelle assistée (RNA) des arbres utiles dans les champs à cordons pierreux



Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.dj

Pratiques d'agriculture intelligente

Pratiques de GDT: banquettes pastorales et haies vives





Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.dj

Pratiques d'agriculture intelligente

Pratiques de GDT: demi lunes et Zaï



Stratégies en réaction aux aléas climatiques :

La prise en compte de l'adaptation de l'agriculture ouest africaine au changement climatique via les techniques d'agriculture intelligente face au climat (AIC) et le renforcement du soutien financier est une voie certaine pour renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés au changement climatique.




Un autre Sahel est possible !

www.ciiss.dj

Stratégies en réaction aux aléas climatiques:

- Mis en place de systèmes assurances agricoles (PAM, ARC, CILSS)
- Création de banques de céréales:
 - Banques communautaires (warrantage, etc...)
 - Stocks nationaux de sécurité alimentaire
 - RRSA, Réserve Régional de Sécurité Alimentaire (ECOAGRIS/CILLS/CEDEAO)



www.cilss.bf ■ Un autre Sahel est possible ! 

Merci



Niger

Vulnérabilité aux risques Analyse et priorités au Niger

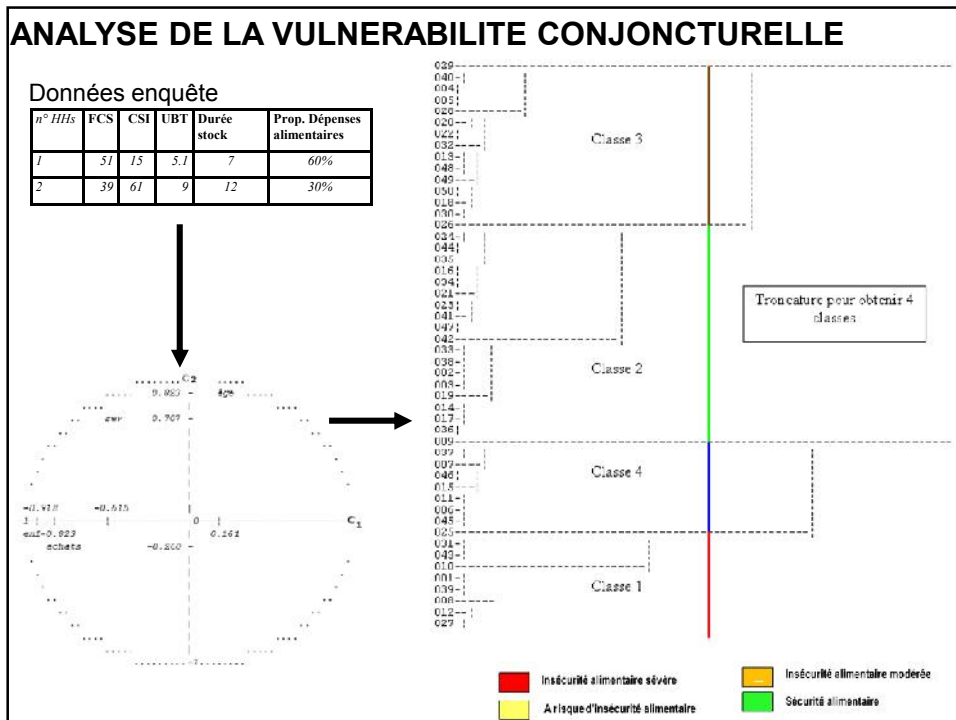


Préparé par : Lawan TAHIROU
Lawan.Tahirou@wfp.org
Vulnerability Analysis & Mapping Officer (Chargé de programme VAM)
+227 91208502
WFP CO Niger

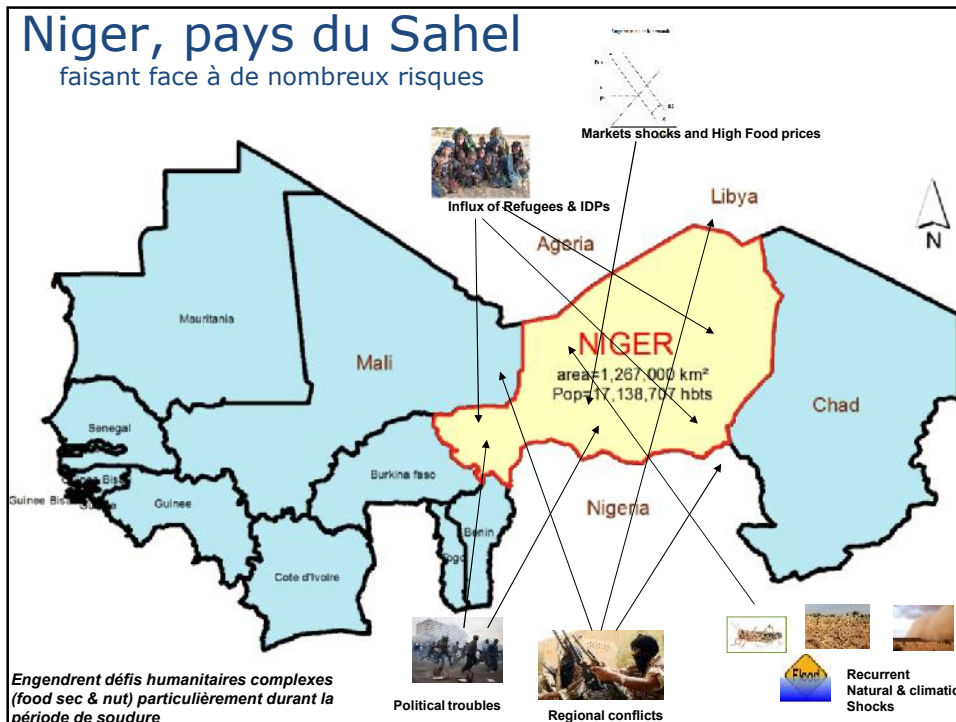
Presentation Structure

1. Analyse de la vulnérabilité courante
2. Réurrence des risques et changement reponses
3. Outils PAM pour l'analyse et la planification tenant compte des risques
4. Priorités programmatiques

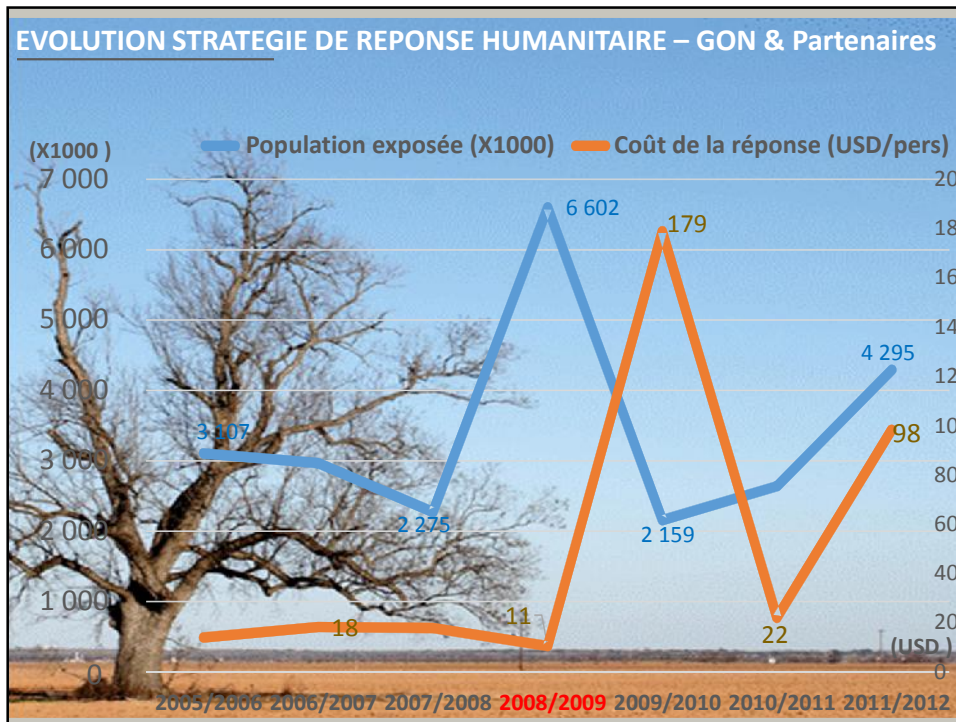
Au lendemain de la crise alimentaire 2005



Environnement devenu à risques multiples et récurrents



	CEREALIER	PASTORAL	Risques/Chocs
2007	+ 64 390	+ 1 006 373	
2008	+ 881 050	- 5 353 140	Hausse des prix sur les Marchés internationaux
2009	- 410 661	- 16 137 329	Déficits, Inondations et crise pastorale aigue
2010	+ 915 268	+ 1 245 927	Inondation
2011	- 519 639	- 10 222 408	Crise alimentaire, nut pastorale, inondation
2012	+ 579 128	+ 1 767 889	Conflits régionaux, réfugiés, inondation
2013	- 372 955	- 6 710 376	Crise pastorale, inondat Conflits régionaux
2014	-230 075	- 8 436 709	Conflits régionaux, inond réfugiés, retournés, IDP
2015	40% des villages	- 8 580 795	Conflits régionaux, réfugiés,

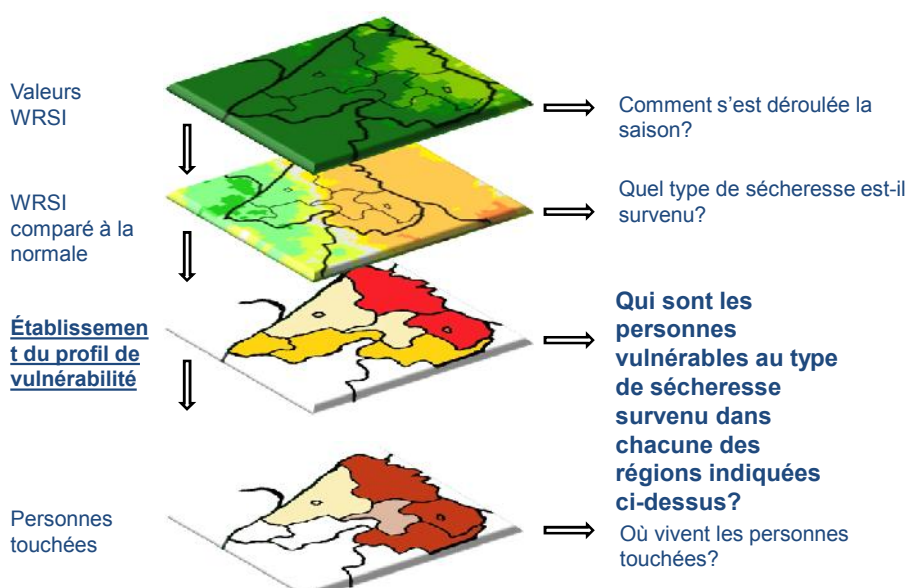


Attaquer les causes structurelles

Pour la résilience des ménages, des communautés et écosystèmes

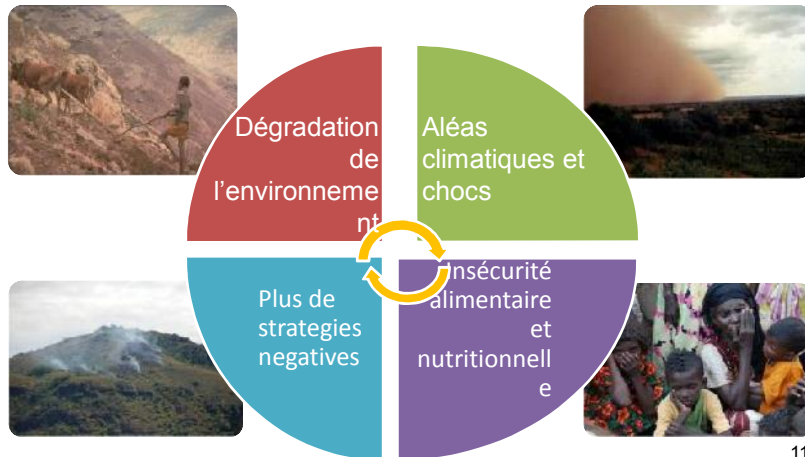


MODELE DE AFRICA RISK CAPACITY



Focus sur la Résilience

Les liens entre les chocs, la détérioration de l'environnement, la baisse des rendements et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle crée un cercle vicieux



11

APPROCHE A TROIS VOILET

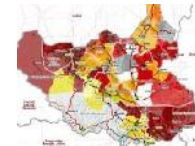
- AIC au niveau national
- PSME (SLP) au niveau regional (ZME)
- PCP (CBPP) au niveau grappe/local



Batir la resilience à travers la creation des avoirs et les programmes complémentaires

12

L'Analyse Intégrée Contexte (AIC)



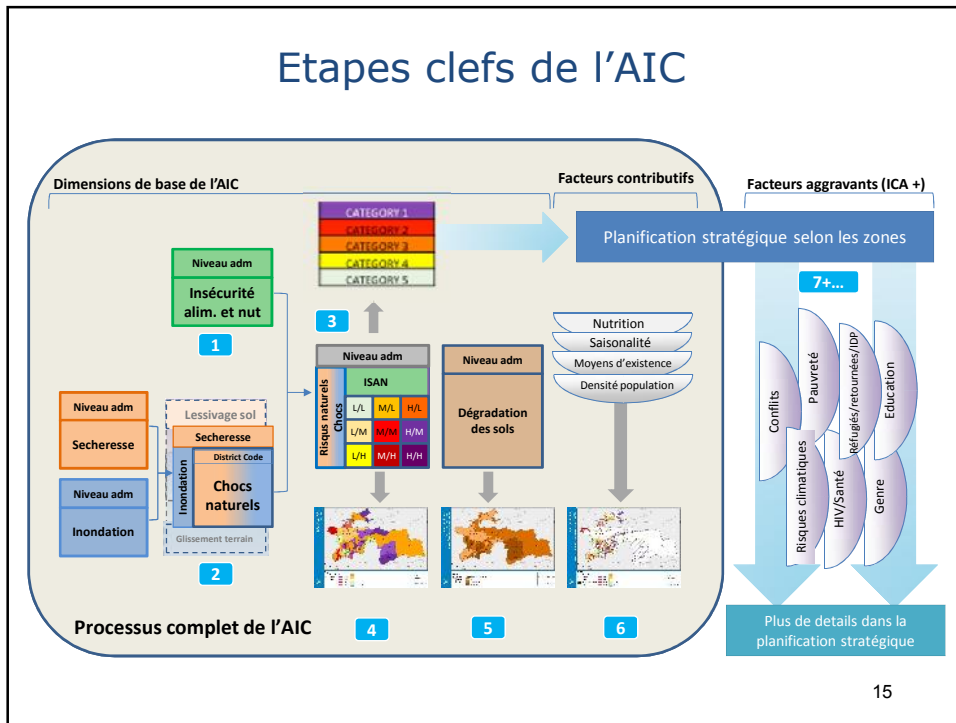
Ciblage géographique et analyse des options de réponse

Risque d'exposition aux chocs naturels	Récurrence d'insécurité alimentaire et nutritionnelle		
	Faible	Moyen	Elevé
Faible	Zone 5	Zone 3 B	Zone 3 A
Moyen	Zone 4 B	Zone 2 B	Zone 1 B
Elevé	Zone 4 A	Zone 2 A	Zone 1 A



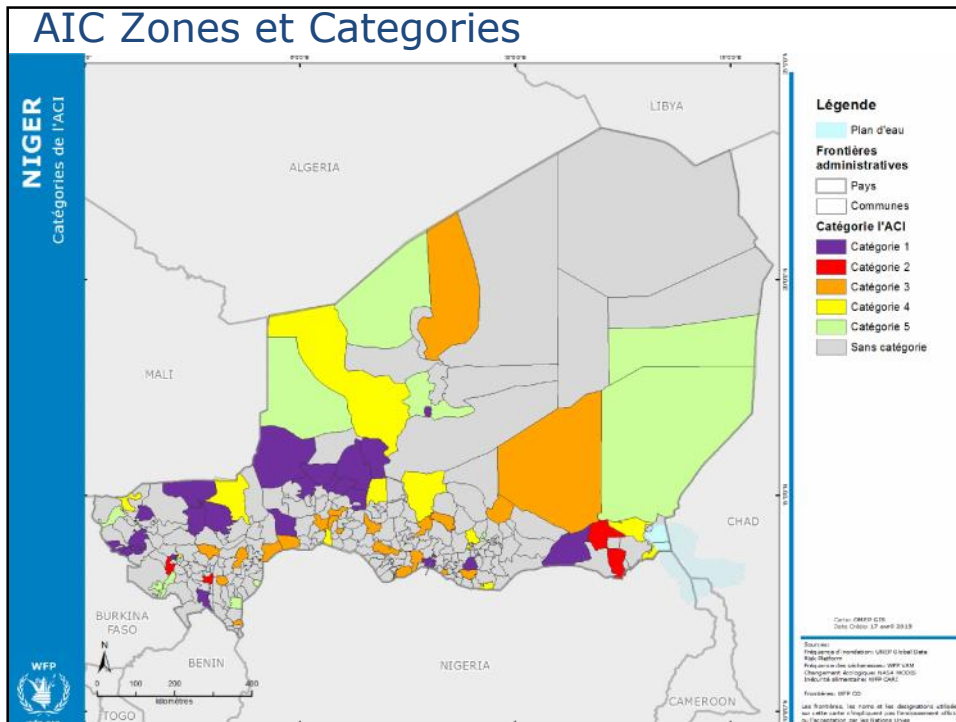
Risque d'exposition aux chocs naturels	Récurrence d'insécurité alimentaire et nutritionnelle		
	Faible	Moyen	Elevé
Faible	CATEGORI 5 Réponse en terme de renforcement des mesures de préparation pour la réduction des risques et le renforcement de la résilience	CATEGORI 3 Réponse de long terme dans les zones probablement d'insécurité alimentaire chronique due aux facteurs non climatiques (pauvreté, conflit prolongée, etc.). Réponse visant l'amélioration de la sécurité alimentaire et le renforcement de la résilience aux chocs (dus aux facteurs humains) et autres facteurs aggravants.	
Moyen	Zone 4 B CATEGORI 4 Réponse en terme de renforcement de capacité du système d'alerte et de préparation (considérant la tendance sur la dégradation des terres) pour réduire les risques et renforcer la résilience	Zone 2 B CATEGORI 2 Réponse à l' insécurité alimentaire conjoncturelle et/ou assistance pour le redressement après choc visant la réduction des risques et le renforcement de la résilience aux chocs et autres facteurs aggravants.	Zone 1 B CATEGORI 1 Réponse de long terme dans les conditions de crises prolongées et/ou chocs naturels récurrents qui affaiblissent la résilience. Vise l'amélioration de la sécurité alimentaire, la réduction des risques et le renforcement de la résilience aux chocs et autres facteurs aggravants.
Elevé			

Etapes clés de l'AIC

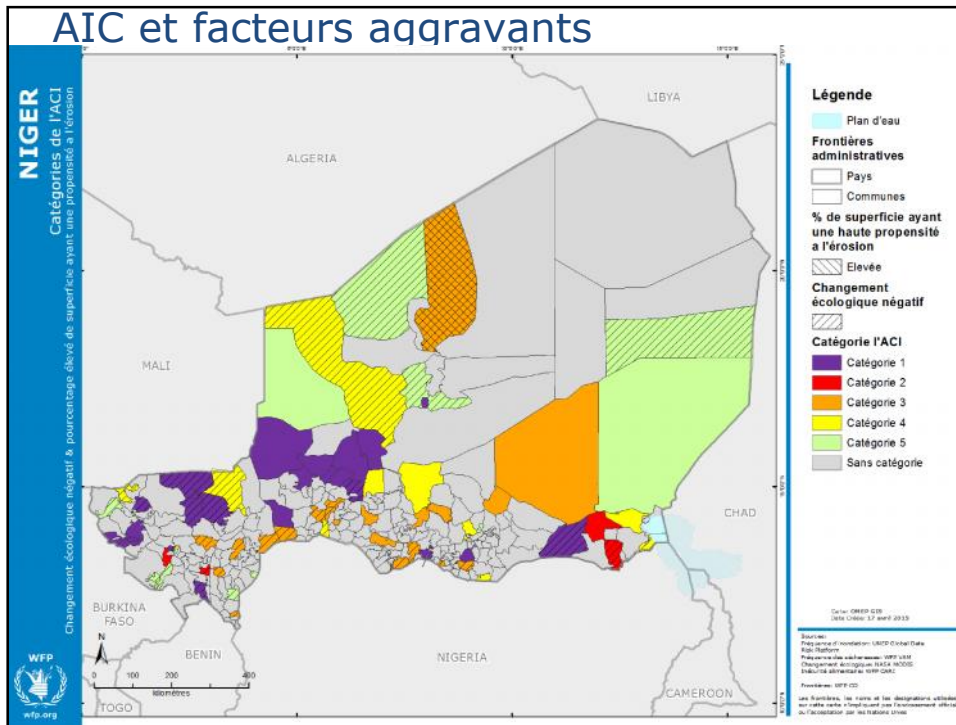


15

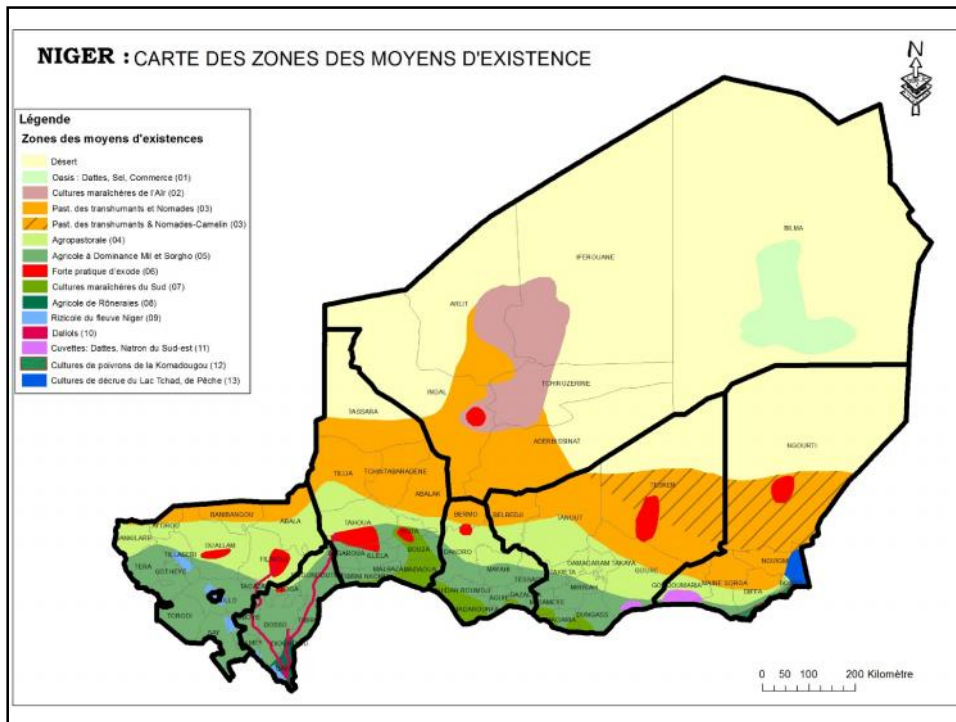
AIC Zones et Categories



AIC et facteurs aggravants



NIGER : CARTE DES ZONES DES MOYENS D'EXISTENCE



Ciblage géographique et analyse des options de réponse

Risque d'exposition aux chocs naturels	Récurrence d'insécurité alimentaire et nutritionnelle		
	Faible	Moyen	Elevé
Faible	Zone 5	Zone 3 B	Zone 3 A
Moyen	Zone 4 B	Zone 2 B	Zone 1 B
Elevé	Zone 4 A	Zone 2 A	Zone 1 A



Risque d'exposition aux chocs naturels	Récurrence d'insécurité alimentaire et nutritionnelle		
	Faible	Moyen	Elevé
Faible	CATEGORI 5 Réponse en terme de renforcement des mesures de préparation pour la réduction des risques et le renforcement de la résilience	CATEGORI 3 Réponse de long terme dans les zones probablement d'insécurité alimentaire chronique due aux facteurs non climatiques (pauvreté, conflit prolongée, etc.). Réponse visant l'amélioration de la sécurité alimentaire et le renforcement de la résilience aux chocs (dus aux facteurs humains) et autres facteurs aggravants.	
Moyen	Zone 4 B CATEGORI 4 Réponse en terme de renforcement de capacité du système d'alerte et de préparation (considérant la tendance sur la dégradation des terres) pour réduire les risques et renforcer la résilience	Zone 2 B CATEGORI 2 Réponse à l' insécurité alimentaire conjoncturelle et/ou assistance pour le redressement après choc visant la réduction des risques et le renforcement de la résilience aux chocs et autres facteurs aggravants.	Zone 1 B CATEGORI 1 Réponse de long terme dans les conditions de crises prolongées et/ou chocs naturels récurrents qui affaiblissent la résilience. Vise l'amélioration de la sécurité alimentaire, la réduction des risques et le renforcement de la résilience aux chocs et autres facteurs aggravants.
Elevé			

Options programmatiques

Risque chocs naturels	Récurrence d'insécurité alimentaire et nutritionnelle		
	Faible	Moyen	Elevé
Faible	CATEGORI 5 <ul style="list-style-type: none"> Mise en place des Mesures Minimums de Préparation: analyse des risques, redynamisation des groupes thématiques/clusters et sous-cluster décentralisées, mise à jour du plan de contingence multirisque; observatoire de réduction des risques de catastrophe; plateforme; dispositif de surveillance alimentaire et nutritionnelle pour l'alerte précoce; mise en place des stocks etc. Nutrition: renforcement de capacités des structures à prévenir et prendre en charge (intégrée au système sanitaire étatique existant) Communication pour un Changement Social et Evolution des Comportements; 	CATEGORI 3 <ul style="list-style-type: none"> Protection sociale et filets de sécurité. Les filets sociaux et productifs. Cela inclut aussi les actions de développement (accès aux crédits; promotion des filières etc.) Communication pour le Changement de Social et Evolution des Comportements : éducation environnemental; Pratiques Familiales Essentielles; école des maris; VIH etc. Education: la promotion des jardins scolaires et des APP (activités pratiques et productives) Surveillance pour l'alerte précoce: pour prévenir de tout changement concernant les risques et catastrophes. Nutrition, prévention; prise en charge (intégrée au système sanitaire étatique existant); 	
Moyen	CATEGORI 4 <ul style="list-style-type: none"> Renforcement du système d'alerte précoce: surveillance alimentaire, pastorale et nutritionnelle; surveillance dans le fonctionnement des marchés; Suivi des risques et analyse des effets probables sur les moyens d'existence et l'environnement 	CATEGORI 2 <ul style="list-style-type: none"> Assistance humanitaire de courte durée tenant compte des moyens d'existence affectés Mise en relation avec les actions filets sociaux de sécurité; Education: cantines scolaires d'urgence; Système d'alerte précoce 	CATEGORI 1 Réponse par paquet intégré et coordonné <ul style="list-style-type: none"> Protection sociale - filets de sécurité; Actions d'aménagement; récupération des terres; régénération du couvert végétal; amélioration de la fertilité des sols etc. Assistance gratuite / période et de MT Education environnemental : promotion des jardins de case ; les CCC etc. Education: alimentation scolaire pour améliorer l'éducation, la nutrition et la protection sociale. La fourniture de repas à l'école ou de rations à emporter ; les pratiques familiales essentielles; la promotion des jardins scolaires et des APP (activités pratiques et productives) Surveillance des risques et catastrophes pour alerte précoce Nutrition, prévention; prise en charge (intégrée au système sanitaire étatique existant)
Elevé	<ul style="list-style-type: none"> Communication pour un Changement de Social et Evolution des Comportements; 		



*Milions pour
plus de résilience*

Merci de votre attention

SESSION 3: Gaps des outils de gestion des risques agricoles

iram

IFAD
Investing in rural people

PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

Contribution à l'analyse de la gestion
des risques agricoles au Niger

**Accès aux services financiers et
accès aux marchés**

Niamey, 10 décembre 2015

www.iram-fr.org

1

Sommaire

- 1. Introduction générale**
- 2. Risques liés à l'accès aux services financiers**
- 3. Risques liés à l'accès aux marchés**
- 4. Conclusions et pistes pour le débat**

2

1. Introduction générale

3

Accès aux services financiers et accès aux marchés : une toile de fond commune

- Mouvement de long terme (plusieurs décennies) du secteur agricole nigérien : **monétarisation croissante des ménages**.
- Ces évolutions génèrent des opportunités, mais aussi des dommages spécifiques.
- Permettre aux petits producteurs de **mieux maîtriser ces risques**
= Renforcement des capacités d'investissement et amélioration de la sécurité alimentaire.

4

2. Accès aux services financiers

- a) Lien entre financement et risques agricoles
- b) Caractéristiques du secteur
- c) Les politiques publiques visant à améliorer l'accès des petits producteurs au financement

5

Lien entre financement et risques agricoles

- **Certains besoins** des ménages agricoles (achat d'intrants, consommation alimentaire) **ne peuvent être différés dans le temps.**
- **Dans le contexte de monétarisation**, cela implique d'ajuster les disponibilités monétaires aux besoins.
 - ➔ **Recours de + en + fréquent des petits producteurs à l'épargne, au crédit et aux transferts.**
- Mais, l'offre de services financiers étant insuffisante, les petits producteurs ont souvent **recours à l'endettement privé à des taux très élevés.**

6

Lien entre financement et risques agricoles (2)

- **L'accès à des services financiers adaptés** permet aux petits producteurs de :
 - Réduire leur exposition aux prêts à taux usuraires.
 - Diversifier leurs activités économiques.
 - Épargner leurs excédents sous des formes liquides et rapidement mobilisables.
 - Investir à moyen – long terme dans des moyens de production
 - Contracter des services d'assurance (santé, par ex)
 - Transférer des ressources entre proches, d'un territoire à l'autre.

7

Lien entre financement et risques agricoles (3)

- Pour que ce « cercle vertueux » fonctionne, il faut **éviter les risques additionnels liés à la financiarisation de l'économie** :
 - au niveau micro : fragilité des institutions financières
 - au niveau méso : régulation insuffisante du secteur
 - au niveau macro : inflation ; insuffisance du crédit à l'économie.
- D'où l'importance d'examiner l'accès aux services financiers selon une **approche globale couvrant l'ensemble des acteurs.**

8

Un taux d'inclusion financière formelle faible

	Niger	Afrique Sub-saharienne
% population ayant eu recours à un prêt monétaire au cours des 12 derniers mois	70%	54%
% ayant recours à une institution financière pour ce prêt	1,4%	6,3%

- Dans le cas des petits producteurs, ce sont donc essentiellement les acteurs économiques des chaînes de valeur qui sont les créanciers.

9

Des obstacles structurels à l'inclusion financière

- ✓ Dispersion des clients sur de vastes étendues -> coûts de transaction et de distribution élevés.
- ✓ Coûts des ressources (dépôts des clients ou refinancement) élevés.
- ✓ Coût de provisionnement pour couvrir les risques (nombreux risques, souvent covariants, dont les risques de marché).
- ➔ **Difficile d'avoir une offre de crédit qui soit à la fois abordable pour les petits producteurs et rentable pour les organismes de prêt.**
- Forte baisse du nombre de SFD entre 2009 et 2012, restructuration du secteur. A permis un assainissement du secteur, mais :
 - Concentration des SFD en milieu urbain.
 - Offre en services financiers agricoles peu diversifiée.

10

Politiques publiques (1) : Soutien à l'accès aux services financiers.

- **La BAGRI** (créée en 2010): Un outil pertinent dans sa conception (3 fonds), mais aux moyens encore limités.
- **Agence de régulation du secteur de la microfinance (2010) et stratégie nationale de finance inclusive 2014-2018.**
- Quelques projets d'appui au développement de la microfinance. Par exemple : PAMDIF ; PADSR.

11

Politiques publiques (2): Soutien aux investissements via les subventions

- Grande diversité de fonds visant à subventionner des investissements agricoles et des actions d'atténuation des crises.
- Ces dispositifs présentent plusieurs limites :
 - Effet de concurrence avec le crédit (les mêmes objets sont visés et les taux de subvention sont entre 80 et 100%)
 - Effet d'aubaine au lieu d'un effet multiplicateur.
 - Analyse séparée des dossiers de crédit et de subvention (limite une vision globale des performances techniques et financières du porteur de projet)
 - Absence de préparation des groupes bénéficiaires (des subventions) à la négociation ultérieure de crédit.

12

Politiques publiques (3): Vers des interventions intégrant la double démarche

- Plusieurs programmes recherchent une meilleure articulation entre subvention et crédit. Par exemple: PECEA, PAPI, PADAD , PADMIF (avec le DELSA), PADSR.
- Le FISAN commence à jouer un rôle en faveur d'une réelle articulation entre crédit et subvention.
 - Pour soutenir l'investissement privé, il encourage l'établissement de partenariats entre une banque commerciale, une IMF et une source de financement (PTF, Etat):
 - En offrant simultanément à des porteurs de projet, simultanément du crédit et de la subvention (= 30% du montant du projet).
 - En mettant en place les mécanismes de couverture des risques spécifiques à la finance agricole.

13

Les défis à relever

- Existe un consensus assez fort sur les orientations :
 - Renforcement des capacités des SFD et de leur supervision.
 - Coordination entre acteurs financiers et acteurs du développement agricole / rural.
 - Amélioration du cadre réglementaire
 - Couplage entre crédit et subvention.
 - Mise à disposition de ressources longues pour le refinancement du crédit d'investissement.
 - Suivi des risques de surendettement ;
 - Education financière.
 - Protection de l'épargne
- Le défi est donc moins sur le choix des orientations que sur la manière de les mettre en œuvre (définition des priorités).

14

3. Accès aux marchés

- a) L'insertion des ménages ruraux aux marchés
- b) Le fonctionnement des marchés agricoles au Niger
- c) Les politiques publiques visant à réduire les risques liés aux marchés

15

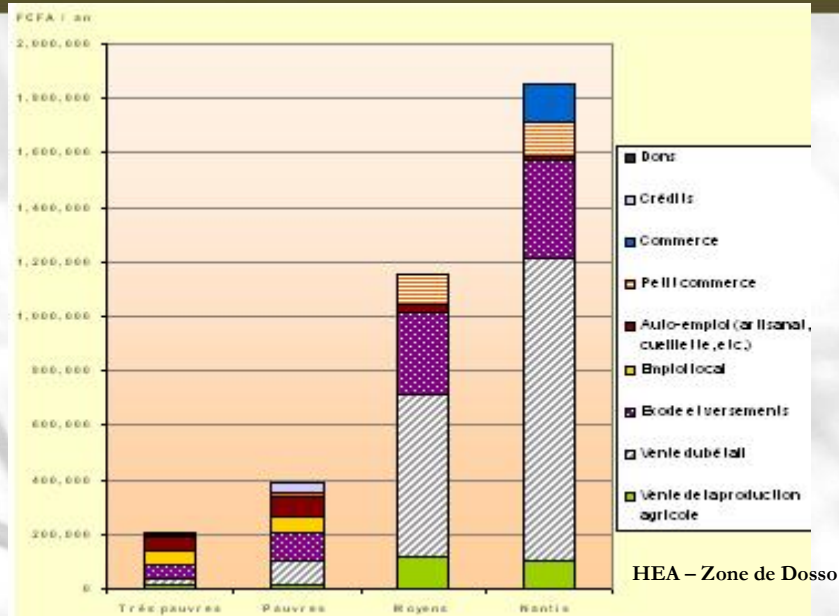
L'insertion des ménages ruraux aux marchés (2)

	En % des ménages	Structures	Perspectives
Très pauvres	30-35	1 ha ; 7 personnes	Paupérisation croissante
Pauvres	25-30	1,5ha ; 9	Pluriactivité ; Peuvent basculer vers paupérisation ou vers insertion
Moyens	25-30	2 ha ; 10	
Nantis	10-15	4 ha ; 12	Insertion croissante dans le marché ; augmentation des actifs

Source : R. Blein ; S. Bakary à partir des enquêtes HEA au Sahel

16

L'insertion des ménages ruraux aux marchés (3)



17

L'insertion des ménages ruraux aux marchés (3)

- **Ménages très pauvres et pauvres :**
 - Source de revenu principale : vente force de travail (localement ou à l'étranger)
 - L'essentiel de la nourriture est achetée (car base productive trop faible).
 - **Ménages moyens :**
 - Source de revenu principale : vente de bétail (et dans certaines zones, vente produits maraîchers)
 - Environ la moitié de la nourriture est achetée.
- ➔ **La question de la gestion des risques liés aux marchés ne se pose donc pas de la même manière pour ces différentes catégories de ménages.**

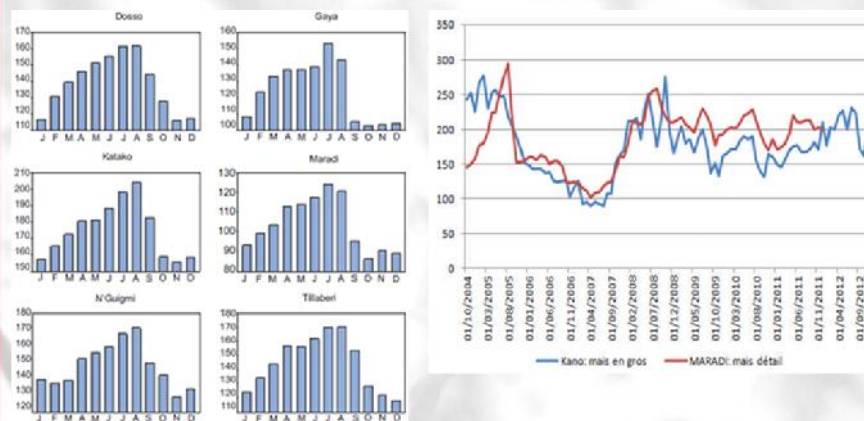
18

Le fonctionnement des marchés (1) : les flux

- **Importance croissante du marché intérieur** (demande des urbains) en tant que débouché des productions agricoles nationales.
- **Rôle majeur du Nigeria :**
 - Approvisionnement du Niger en céréales pendant la période de soudure.
 - Débouché des exportations nigériennes : bétail, oignon, niébé.
 - Destination de nombreux migrants nigériens (temporaires ou permanents).
- **L'intégration régionale progresse** (les circuits se complexifient), mais elle est faiblement enregistrée par les statistiques douanières.

19

Le fonctionnement des marchés (1) : les prix



Fluctuations saisonnières importantes.

Prix moyen du mil 1990-2008

Volatilité interannuelle forte

Prix du maïs 2004-2012 à Kano et à Maradi

20

Le fonctionnement des marchés (2) : les prix (suite)

• Céréales :

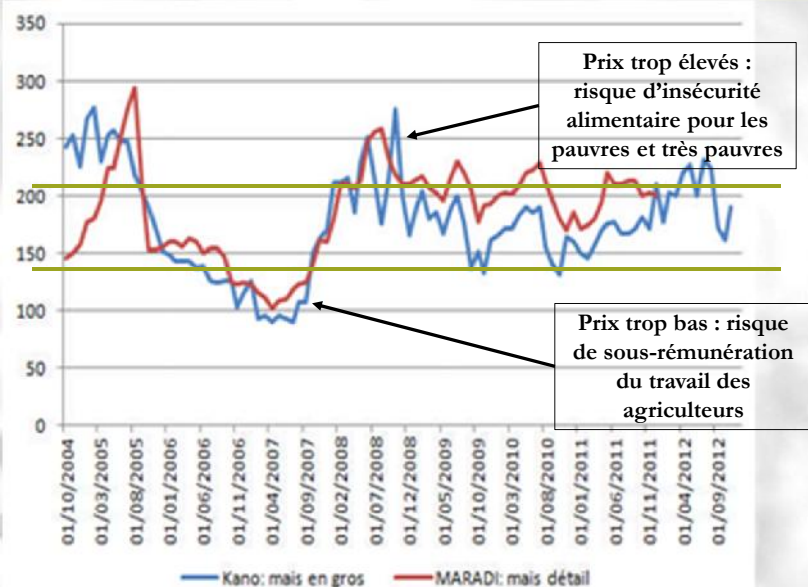
- Intégration spatiale des marchés est réelle sur l'ensemble du territoire, bien que certains marchés soient davantage isolés (enclavement).
- Intégration entre marchés du Nigeria et du Niger est forte (voir graphe précédent): Kano -> Maradi -> Autres marchés nigériens.
- La volatilité des prix sur les marchés internationaux se transmet en partie sur le marché national.

• Bétail :

- Rôle directeur des marchés nigériens (surtout pour les bovins)

21

Politiques publiques (1): les défis à traiter



22

Politiques publiques (2): Limiter les fluctuations de prix

- **Fluctuations interannuelles :**
 - Toutes les actions en faveur d'une meilleure stabilité des volumes de production (cf. PARGA).
 - Infrastructures de transport et de commercialisation
 - Réduction des obstacles au commerce (régional surtout)
- **Fluctuations intra annuelles :**
 - Encouragement du stockage par les OP et par les opérateurs privés (warrantage, tierce détention, ...).
 - Systèmes d'information sur les marchés.
 - Renforcement des OP

23

Politiques publiques (3): Prévenir les hausses de prix ; atténuer leurs effets

- **Prévention / réduction du risque :**
 - Renforcer la mise en réseau au niveau régional des SIM, notamment avec le Nigeria.
 - Commerce extérieur : mesures complémentaires au TEC (sauvegarde inversée) en cas de flambée des prix sur les marchés internationaux
 - Filets de sécurité structurels (protection sociale)
- **Atténuation des effets / adaptation:**
 - Filets de sécurité conjoncturels
 - Aide d'urgence si nécessaire.

24

- **Prévention / réduction du risque:**
 - Renforcer la mise en réseau régional des SIM.
 - Commerce extérieur : application des clauses de sauvegarde prévues dans le TEC.
 - Soutenir l'amélioration des performances des chaînes de valeur, normes de qualité, normes sanitaires, développement de la transformation agro-alimentaire, marques collectives, indications géographiques, ...
- **Atténuation des effets / adaptation :**
 - Subvention aux intrants

4. Conclusion

Synthèse

- Confirmation de **l'interdépendance des risques**:
 - Les risques affectant le processus de production ont des effets sur la volatilité des prix. En sens inverse, la volatilité des prix freine les investissements productifs (rentabilité trop aléatoire) et donc l'accès au crédit.
 - Simultanément, les risques liés à la financiarisation peuvent se combiner avec ceux liés aux marchés, aboutissant à la fragilisation des agriculteurs ayant recours au crédit.
- Confirmation de l'existence de **problématiques spécifiques aux différentes catégories de ménages agricoles**.
- Le défi est donc de parvenir à une **approche holistique** (les différents types de risques) mais **non uniforme**.

27

Pistes pour la poursuite de l'analyse

- **Dans le cadre du couplage crédit – subvention, mettre l'accent sur les investissements en faveur de l'amélioration de la commercialisation (stockage, infrastructures de marché, ...).**
- **Améliorer l'accès aux services financiers pour les petits producteurs**
- **Généraliser les mécanismes définis par le FISAN.**

28



Merci pour votre attention

Place au débat !

Accès au marché et commercialisation

Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger



Les questions posées :

- Est-ce que les petits producteurs (céréales, maraîchers et élevage) ont accès aux marchés au Niger?
- Quels marchés (nationaux et régionaux) et quels producteurs (taille/type de productions)?
- Quelles sont les étapes intermédiaires entre les producteurs et les acheteurs?
- Comment les prix (achat et vente) sont-ils réglés/établis?
- Barrières pour l'accès aux marchés ?
- Possibles axes d'amélioration pour rendre l'accès aux marchés plus facile?

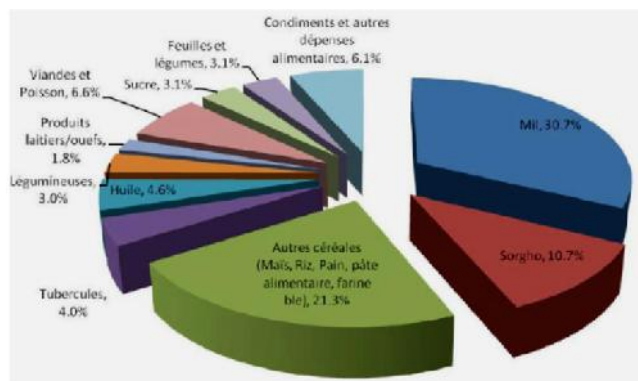
Le tout en ... 15 mn

Comment répondre ?

- En 15 mn, pour toutes les régions et tous les produits ?
- Sans rester dans les généralités ?
- Nous avons mis à contribution les élus des Chambres Régionales d'Agriculture et des organisations de producteurs qui sont passés au siège du RECA cette semaine.
- Attention, ce n'est pas scientifiquement représentatif.

Est-ce que les petits producteurs (céréales, maraîchers et élevage) ont accès aux marchés au Niger?

- Les avis sont partagés avec des « oui » et des « non »
- Pour les « oui », les producteurs vendent et s'approvisionnent au marché.



Répartition des dépenses alimentaires des ménages en milieu rural (source PAM)

- L'approvisionnement via le marché **représente 60 %** de l'ensemble de la consommation alimentaire au Niger. Le marché alimentaire nigérien représenterait une valeur de l'ordre de 500 à 700 milliards de F.CFA.
- Le marché (toutes origines des produits confondus) représente **50 %** de l'approvisionnement alimentaire des ménages ruraux, **90 %** de celui des ménages résident dans les villes secondaires et enfin **98 %** des ménages urbains de Niamey.
- Les produits consommés à Niamey proviennent pour 40 % des marchés locaux et pour près de 40% des importations en provenance du marché régional.
- Enfin, 76 % des produits alimentaires consommés à Niamey sont des produits transformés.

(Commerce régional et sécurité alimentaire au Niger / Blein 2013)

- Le Niger est premier exportateur de la CEDEAO pour le niébé, l'oignon et le bétail (pas dans l'ordre).
- Le Niger est situé à côté d'un marché de 160 millions d'habitants qui achète tout ou presque.
- Les difficultés d'écoulement concernent le lait en période de pleine production, le riz paddy dans la région Ouest et ponctuellement certaines cultures maraîchères.



- Pour les « non » les producteurs n'ont pas accès au marché car ils vendent uniquement localement (collecteurs ou petit marché local) et ne maîtrisent pas les prix de vente.
- Les importations sont en augmentation régulière : riz, maïs, igname, et aussi viande de volailles et poisson (Chine, Vietnam) et de plus en plus les produits frais.



Comment les prix (achat et vente) sont-ils réglés/établis?

- Pour tous les producteurs la réponse est simple, ce sont les commerçants qui fixent le prix ...
- Mais évidemment, les situations sont très diverses en fonction des régions et des produits.



- On a bien sûr le cas du poivron rouge de Diffa (paprika).
- Sur le marché de Diffa, les transactions commencent sans connaître le prix : les sacs sont « vendus », les camions chargés et les téléphones attendent.
- Le prix est fixé vers midi par les acheteurs de Zinder ou du Nigeria.



- Ici à Niamey, le marché de gros pour les produits frais de Djémadjé : mardi le sac d'aubergine de taille 50 kg avec hausse, soit 55 à 57 kg d'aubergines, s'est vendu à 2.500 F contre 6.000 F le mardi précédent et 12.500 F la semaine d'avant.
- En cette saison, très tôt le matin, le prix est généralement plus élevé, puis les arrivées permettent de voir l'approvisionnement du marché.
- Des prix qui s'ajustent en fonction de l'offre et la demande.
- C'était prévisible.

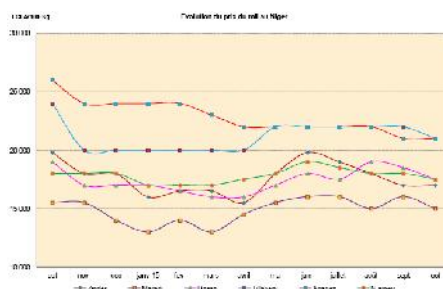


- L'offre et la demande, les producteurs peuvent aussi être gagnants.
- Dans la région de Tahoua, autour de la mare de Tabalak, les producteurs se sont spécialisés sur la tomate en second cycle (saison chaude) et arrivent à vendre leurs cartons bord champ au même prix que le marché de Niamey (20.000 F les 25 kg).
- *Les producteurs sont connectés au marché.*



Les céréales en 2015 / 2016

- La saison dernière n'a pas été une bonne année pour le stockage, le warrantage ou ...la spéculation.
- Par exemple à Zinder, le prix du mil était de 18.000F le sac en novembre, 16.000F en mars, 18.000F en mai et 20.000F en juin, soit 7 mois pour un différentiel de 2.000F.
- Certaines OP n'ont pas pu rembourser leurs opérations d'achat-stockage.



La controverse : les commerçants sont des spéculateurs ou non ?

Quelles sont les étapes intermédiaires entre les producteurs et les acheteurs?

- C'est évidemment variable en fonction des produits et des marchés et des stratégies des producteurs qui peuvent vendre sur place (collecteurs) ou se déplacer sur les marchés.
- Producteurs / producteur-collecteurs / collecteurs / demi grossistes / grossistes / détaillant
- Les commerçants peuvent assurer plusieurs fonctions dont celle de banquier.
- Diffa, 10.000 ha de poivron sur la base de 250.000 F par ha de charges de cultures (hors récolte) il faut 2,5 milliards pour financer la campagne.
- Les tentatives de commercialisation groupée n'ont jamais donné de résultats car c'est un système complet qu'il faut modifier (approvisionnement en intrants, crédit d'équipement).

Et la transformation ?

- En progression pour les produits traditionnels à base de céréales
- Bloquée par le prix de l'huile de palme importée pour l'arachide
- Les produits « nouveaux » à base de niébé n'ont pas de marchés.
- Les produits maraîchers séchés sont en diminution régulière.
- Le lait progresse lentement autour de Niamey



Possibles axes d'amélioration pour rendre l'accès aux marchés plus facile?

- En premier ce sont les routes et pistes qui sont citées.
- Ensuite, les producteurs citent les infrastructures de stockage.
- Enfin, l'amélioration des infrastructures de marché et comptoir de commercialisation.



Et le rôle des organisations de producteurs ?

- Il existe des opérations de commercialisation groupée ou de warrantage mais pas de situation précise.
- Mais tout le monde s'accorde pour dire que les OP interviennent faiblement dans l'accès au marché.
- De tels services demandent la confiance des membres dans leur OP et une discipline forte.

Le warrantage ?


- *En 2008/2009, c'était 600 millions F. pour environ 5.000 tonnes de produits.*
- *Depuis pas de chiffres complets.*
- *Une stagnation ou légère augmentation car plusieurs institutions financières financent ces opérations.*
- *Un impact faible au niveau national.*



Merci de votre attention


Réseau National des Chambres
d'Agriculture du Niger

Chambre Régionale
d'Agriculture de Tillabéri



Mise en place d'une information sur les
marchés et les prix des produits maraichers

**Situation de l'oignon sur les marchés
de Niamey et région de Tillabéri /
avril - octobre 2015**



24 octobre 2015 / Note d'Information / Produits du maraichage sur les marchés de Niamey
Rédaction : Fanta Mady Cassé Saffou (RECA Niger)



Cette note présente la situation de l'oignon sur les principaux marchés de Niamey et de la région de Tillabéri pour les semaines du 20 - 26 avril (semaine 17), du 12 - 18 octobre (semaine 43).

Ce travail de suivi des marchés bénéficie de l'appui du Programme Nigéro-Alliémené de Promotion de l'Agriculture Productive (Prm/AP).

Des oignons importés du Nigeria, de Hollande et du Maroc sur les marchés de Niamey :



Oignon du Nigeria Katsko, semaines 36 à 43	Oignon de Hollande Djénadjé, semaine 42	Oignon du Maroc Djénadjé, semaine 43
---	--	---

- L'oignon du Nigeria est présent sur le marché de Katsko depuis la mi-juillet (semaine 29) jusqu'à la date d'aujourd'hui, fin octobre (semaine 43).



Contacts

PARM Secretariat

**International Fund
for Agricultural Development (IFAD)**

📍 Via Paolo di Dono 44 - 00142 Rome (Italy)

✉️ parm@ifad.org

🌐 www.p4arm.org

🐦 [@parminfo](https://twitter.com/parminfo)